

Rouge

La semaine prochaine :
supplément spécial
pour l'égalité des droits
Français - immigrés

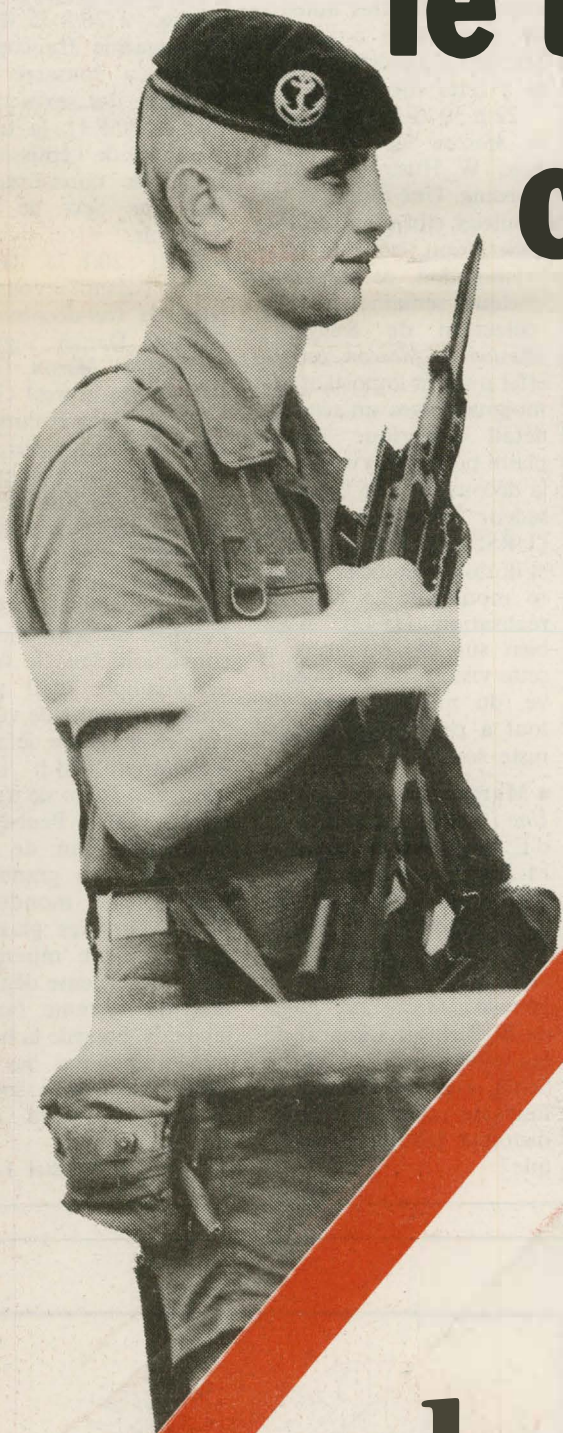
M 1578 N° 1136 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

23 au 29 novembre 1984

Nouvelle-Calédonie - Tchad

C'est toujours le temps des colonies



Le peuple antiraciste dans la rue, le 1^{er} décembre

Le temps des colonies

Par Jean-Jacques Laredo

Elections territoriales en Nouvelle-Calédonie : 80 % d'abstentions parmi la population kanaque. Evacuation du corps expéditionnaire français du Tchad, mais les Jaguar sont dans le ciel tchadien et les troupes de Manta, repliées aux frontières, sont en état d'alerte. Entre la colonie maintenue et l'ancienne colonie sous tutelle, la politique du gouvernement aurait du mal à dissimuler ses objectifs. Comme celle de ses prédécesseurs, elle vise à maintenir la France dans le peloton de tête des puissances capitalistes et à conserver ses chasses gardées. Pour garantir ses intérêts coloniaux, la France compte sur ses forces armées et policières, déployées à son gré, au mépris des populations locales. Dans ces conditions, la logique veut que soient jetés au panier les droits de l'homme comme celui des peuples à disposer d'eux-mêmes. Paris s'appuie sur des régimes qu'il a mis en place et sur lesquels il n'est pas trop regardant. Amnesty International rapporte ce mois-ci que « des forces gouvernementales [tchadiennes] ont exécuté sommairement des centaines de personnes dans le sud du Tchad au cours des deux derniers mois ». Tout cela à l'ombre de Manta. En Nouvelle-Calédonie, peu importe à Mitterrand que l'écrasante majorité de la population kanaque réclame son indépendance, veuille retrouver ses terres accaparées depuis un siècle par les colons blancs. Le gouvernement préfère mijoter une solution néo-coloniale avec des formations liées à Chirac et Le Pen. Les travailleurs n'ont pas élu ce gouvernement pour qu'il mène une autre politique. Il tourne le dos aux droits des peuples comme il tourne le dos aux intérêts des travailleurs. Une telle politique de grande puissance à son prix. Les milliards de dépenses militaires pourraient être employés pour aider ces peuples à prendre en mains leur développement. Le choix du gouvernement est à l'inverse, dans la logique d'une politique de satisfaction des intérêts exclusifs des puissances d'argent.

SOLIDARITE Avec les mineurs britanniques

La délégation de mineurs britanniques du Lancashire a continué sa tournée en France. Du 5 au 7 novembre dans les Bouches-du-Rhône, où ils devaient rencontrer plusieurs équipes syndicales : CGT des mines de Gardanne, intersyndicale au lycée J. Perrin (seule FO avait demandé à la direction l'interdiction de leur entrée !), la CFDT des PTT réunie en congrès, le comité d'entreprise des Chantiers navals de La Seyne. La LCR avait réuni un meeting pour débattre de leur lutte. Une centaine de personnes participèrent et donnèrent 3 000 F. La collecte auprès des PTT et des Chantiers a représenté environ 7 000 F.

En Lorraine du 8 au 12 novembre, de très bons débats ont eu lieu avec des syndicalistes CFDT et CGT sur les mines à l'initiative d'un Comité d'accueil, une visite des mines de fer avec des militants CGT et une soirée à Longwy. Des engagements ont été pris de poursuivre le soutien. Les mines de fer participeront aux colles de Noël organisés par la CGT. La CFDT des Houillères fera parvenir l'argent par sa fédération. *Le Républicain lorrain* s'est fait l'écho d'une conférence de presse. La LCR a aussi organisé une collecte sur un marché de Metz et une rencontre-débat. Les collectes ont rapporté 2 700 F.

Pendant deux jours, l'UD CFDT de Lyon les a accueillis. Ils ont ainsi, par son initiative, pu s'entretenir avec les travailleurs de l'hôpital E. Herriot, de Delle Alsthom, des Chèques postaux et de la raffinerie de Feyzin. Une conférence de presse a été, là encore, organisée, et une rencontre avec les militants a permis de faire le point de leur grève. L'essor du mouvement des femmes de mineurs et leur contribution à la construction du mouvement des femmes en Angleterre fut abordé lors d'une réunion entre des groupes femmes, la commission femmes de l'UD et l'épouse de mineur de la délégation. Ils recueillirent 5 000 F et les collectes continuent actuellement.

L'UD CFDT de Lille a été leur dernière étape avant de

quitter la France. Deux entreprises : l'hôpital psychiatrique de Lhommelet et Peugeot. Une réunion en commun avec l'UL de Roubaix, des collectes un peu partout. Résultat : un peu plus de 10 000 F. Ce fut surtout une sensibilisation. Les UL continuent une souscription et la collecte de vêtements pour Noël.

IMMIGRES Un foyer en lutte

Les résidents du foyer Sonacotra de Gargenville (Yvelines) sont en grève des loyers depuis plus de dix mois. Parmi leurs revendications essentielles se retrouvent celles de conditions d'hygiène et de sécurité, de changement de gérant raciste, de la suppression du contentieux sur les loyers.

La Sonacotra, société d'économie mixte gérée à 52 % par l'Etat, a choisi la manière forte : 105 assignations en expulsion et paiement devant le tribunal de grande instance de Versailles. Les négociations entre le comité de résidents et la direction n'ont pas abouti.

Décidément, avant le 10 mai comme avant, il ne fait pas bon être immigré et vouloir se battre pour ses droits.

Jean Body, dit Marcel

Le lundi 12 novembre Jean Body est décédé à Chatou. Ses obsèques ont eu lieu le jeudi 15 novembre.

Né à Limoges en octobre 1894 d'une famille ouvrière, il devint ouvrier typographe et adhéra en 1909 à la fédération du livre CGT. En 1914, après l'assassinat de Jaurès, il rejoignit la section SFIO de Limoges. Pendant la guerre de 1914, il fut en 1917 volontaire pour la Russie ; en mars 1918 il fut versé à la mission militaire française dirigée par Jacques Sadoul et se prononça contre la politique interventionniste du gouvernement français. Rompant alors avec la mission militaire, il adhéra le 25 octobre 1918 au groupe commu-

niste français de Moscou et participa à ce titre à diverses activités. En 1920, cela l'amena à collaborer avec Victor Serge aux publications de la III^e Internationale en qualité de traducteur. Versé dans les services diplomatiques en 1922 il était nommé en Norvège, où il fut très lié avec Alexandra Kollontai qui y dirigeait la représentation commerciale. De retour en France, il refusa de ratifier les sanctions contre Trotsky et Zinoviev tout en affirmant son accord pour condamner la politique de l'Opposition russe. En 1928, il s'op-

posa à l'exclusion d'Albert Treint.

Exclu du PC, il créa une petite organisation autour d'un petit journal *la Vérité* ; mais il ne chercha pas le regroupement des oppositionnels. Dans les années trente, il se rapprocha du groupe la Révolution prolétarienne, du courant syndicaliste révolutionnaire. A partir de 1956, il se consacra à la publication des Archives Bakounine sous l'égide de l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam. De 1974 à 1983 il a apporté sa collaboration au *Réfractaire*, d'esprit libertaire.



● Samedi 22 h 10 (TF 1), « Droit de réponse » consacré aux vingt ans du *Nouvel Observateur*.

● Dimanche 10 h (FR 3), « Mosaïque », le magazine de l'immigration, avec actualités, variétés et le point sur Convergence 84.

20 h 35 (TF 1). *L'Ainé des Ferchaux* de J.-P. Melville avec J.-P. Belmondo et Ch. Vanel. G. Simenon aura été l'un des auteurs les plus trahis à l'écran. Melville a apporté sa pierre à cette entreprise.

22 h 30 (FR 3), *Mission to Moscow* de M. Curtiz avec W. Huston et Ann Harding. Une rareté, et un fabuleux clin d'œil de Patrick Brion, pour la programmation de ce film, quelques semaines après la réélection de Reagan !

Mission to Moscow est en effet un film important, témoinnant avec un sens du détail historique exemplaire pour Hollywood, de la découverte par l'ambassadeur Joseph Davies, de l'URSS sous Staline, avant et durant la Seconde Guerre mondiale. La date de réalisation (1943), n'est bien sûr pas étrangère à cette vision sinon subjective, du moins dénuée de tout à priori anticommuniste sommaire.

● Mardi 20 h 40 (A 2), *Une Journée particulière* d'E. Scola avec S. Loren et M. Mastroianni, est certainement l'un des films les plus personnels de Scola. Une fabuleuse façon de démontrer (à l'instar de la géniale *Marche sur Rome* de D. Risi, au scénario de laquelle avait collaboré Scola...) le mécanisme du fascisme dans sa quotidienneté. Un film magnifique !

20 h 35 (FR 3), « Dernière séance » consacrée à Richard Widmark, avec *Destination Gobi*, film d'aventures sur fond de guerre, réalisé par R. Wise, et *la Ville abandonnée*, une épreuve de western, due à William Wellman, où Widmark campe magistralement un rôle de « méchant » face au fade Grégory Peck.

● Mercredi, soirée féministe avec, à 20 h 35 (FR 3), le magazine francophone « Agora » consacré à la « Guerre des sexes », et à 21 h 25 (TF 1), le troisième volet de l'émission de J. Dayan consacrée au *Deuxième Sexe* de S. De Beauvoir.

● Jeudi 20 h 35 (FR 3), « Ciné Passion » vous propose de (re)-découvrir le film de Daniel Vigne le *Retour de Martin Guerre* avec (entre autres) G. Depardieu. Film étonnant et somme toute courageux au milieu de la grande prudence du cinéma français. Malgré une tentation académique qui fait parfois penser aux grandes séries télévisées de Stelio Lorenzi, on sent une telle conviction dans le travail de l'équipe, qu'il paraît presque indigne de vouloir pointer les rares défauts...

● Vendredi 23 h (A 2), *Voyage à Tokyo* de Yasujiro Ozu (1953). Peut-être le plus beau film de Ozu, l'un des plus grands cinéastes du monde, et (hélas) l'un des plus mal connus. Cette minutieuse étude de la lente dégradation du système familial japonais, possède la beauté mélodramatique des plus belles chroniques sociales de Ford et Capra. A ne pas rater !

Michel Laszlo

SOMMAIRE

Bloc-notes	p. 2
Tchad	p. 3
Nouvelle-Calédonie	p. 4
Insécurité : rétablir la vérité	p. 5
L'échec de la décripation	p. 5
Plan famille	p. 7
Contre le racisme	p. 8-9
FEN	p. 10
CFDT	p. 11
Luttes sociales	p. 12
Les femmes et l'armée	p. 13
Lutte ouvrière et le PCF	p. 14
Yougoslavie	p. 15
Etats-Unis	p. 15
Nicaragua	p. 16



ABONNEMENT A DOMICILE			Nom
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



TCHAD

Mitterrand rechausse les godillots

La France remet le bout de ses godillots dans le borbier tchadien, à partir de son dispositif militaire régional.

L'objectif de pouvoir retirer les troupes de Manta a été atteint. Celui de les maintenir hors du Tchad est encore loin. Pas seulement à cause de Khadafi.

Les Jaguars français survolent N'Djamena et les troupes stationnées aux frontières du Tchad sont à nouveau en état d'alerte. Tout cela donne l'impression d'assister à une suite, à un mauvais film. La raison invoquée est le non-respect par Khadafi de l'accord signé le 16 septembre sur le retrait mutuel des troupes françaises et lybiennes. Un communiqué conjoint franco-lybien avait pourtant été publié le 10 novembre pour annoncer la fin des opérations d'évacuation.

Les Français auraient ainsi été roulés dans la farine par le « diabolique » colonel Khadafi et c'est pour démontrer à ce dernier qu'il ne bafouerait pas ainsi sa bonne volonté que François Mitterrand, lui-même, est allé rencontrer en Crète le chef d'état lybien.

Il y a pourtant dans cet édifice un certain nombre de failles : la moindre n'est pas de laisser croire que la raison du retrait français est la signature de l'accord de Tripoli. Il faut en chercher les raisons dans l'enlisement de cette nouvelle expédition coloniale. Geler la situation aura coûté trois millions de francs par jour, une addition totale

d'environ deux milliards de francs. L'autre raison de fond réside dans la situation tchadienne elle-même. Le fiasco de la conférence de Brazzaville, énième tentative d'un règlement inter-tchadien, et les massacres commis par les hommes d'Hisène Habré dans le Sud jettent une lumière sur l'état de décomposition du cadre de l'Etat tchadien. La possibilité d'une troisième voie reste plus qu'hypothétique alors que le GUNT éclate en fractions rivales.

Le redéploiement français

Voilà les motivations du gouvernement français qui préfère redéployer son dispositif comme il l'entend : plusieurs milliers d'hommes sont stationnés en Centrafrique et au Gabon, la force aérienne demeure opérationnelle comme en témoigne le vol des Jaguars, partis de la base centrafricaine de Bouar. De plus, restent stationnés à N'Djamena une centaine de « conseillers » et un nombre indéterminé d'« assistants techniques militaires » sans compter le matériel, dont trois cents véhicules. On ne fera croire à personne que la France n'a réalisé qu'au

dernier moment que deux ou trois bataillons lybiens demeuraient dans le nord tchadien et que ce sont les satellites américains qui les ont débusqués.

Si les USA ont débusqué quelque chose, c'est bien une occasion de faire un croche-pied à la diplomatie française. Celle-ci a choisi de signer un accord avec Tripoli toujours à la recherche d'une reconnaissance internationale. La France semblait tout indiquée, il y a onze déjà, Pompidou recevait en visite officielle à Paris, Khadafi. Pourquoi pas Mitterrand ? Les Etats-Unis qui poussent en avant Hisène Habré mettent un veto aux relations avec celui qu'elle dépeint comme le cerveau du terrorisme international.

Cela ne l'empêche d'ailleurs pas, comme le souligne l'éditorialiste du *Monde* en septembre, d'avoir de fructueuses relations commerciales avec la Lybie : plus de deux mille techniciens américains, des contrats de grands travaux et en première ligne les « compagnies américaines [qui] continuent, en toute quiétude, à extraire et à commercialiser le pétrole lybien ». La machination montée par les services secrets égyptiens, dont l'indépendance à l'égard des Etats-Unis est proverbiale, est venue à point nommé pour rajouter une peau de banane au croche-pied à Mitterrand.

La démonstration est faite que Khadafi fait assassiner ses opposants. La belle affaire ! Reagan est bien placé pour donner des leçons. L'agression permanente contre le Nicaragua et les peuples d'Amérique centrale, le manuel de la CIA destiné à enseigner aux con-

trais à Reagan le prix Nobel du terrorisme.

Le camp des peuples

« Les Lybiens étaient là, nous y étions. Ils partent, nous partons. S'ils reviennent, nous revenons. » C'est ainsi que Claude Cheysson conjugue la ligne de conduite de sa diplomatie. Autrement dit, Paris veut démontrer à N'Djamena comme à Tripoli qu'il tient les rênes d'une solution militaire, même s'il est incapable d'apporter une solution politique.

Mitterrand a d'abord choisi de quitter le Tchad puis a signé un accord avec Khadafi. Il n'y a pas là trace de la naïveté, de l'« erreur sur la personne » vis-à-vis de Khadafi. Il y a au contraire la défense des intérêts particuliers de l'impérialisme français qui ne sont pas superposables à ceux de l'impérialisme américain. Entre les deux, nous n'aurons pas la fibre patriotique qui fait dire à des milieux proches du gouvernement : « mieux vaut notre impérialisme que l'impérialisme des autres ». Notre devoir d'internationalistes nous conduit à lutter contre les agressions menées par Reagan et contre celles menées par Mitterrand. C'est lui qui nous fait nous situer dans le camp des peuples, qui au Tchad n'est ni celui du GUNT ni celui d'Hisène Habré. Dénoncer la domination impérialiste française, c'est refuser les arguments sur la raison d'Etat, les contraintes extérieures. C'est refuser de se taire sur ce que la France fait dans ses colonies et ex-colonies et c'est soutenir les luttes comme celle des indépendantistes de Nouvelle-Calédonie.

Jean-Jacques Laredo

NOUVELLE-CALEDONIE

La victoire des indépendantistes

L'appel au boycott des élections a été entendu : près de 50 % d'abstentions en témoignent. Une page est tournée entre les indépendantistes, aujourd'hui hors de l'Assemblée territoriale et le gouvernement, qui incarne plus que jamais le pouvoir des colons.

Le peuple kanaque a répondu positivement à l'appel du Front de libération kanaque socialiste (FLNKS) au boycott. Les élections territoriales du 18 novembre dernier. Le taux de participation électorale recouvre en fait partiellement la carte géographique d'implantation de la population européenne : 20 % d'électeurs sur la côte Est, un peu plus sur la côte Ouest, 67 % à Nouméa et ses environs et 21 % aux îles Loyautés où est implanté le groupe Libération kanaque socialiste (LKS) qui appelait à participer à la consultation. Au total, le taux d'abstention est environ de 50 %, mais il atteint les 80 % parmi la population kanaque.

Par son action déterminée, massive et coordonnée, le peuple kanaque s'est opposé au déroulement d'élections ressenties comme une véritable négation de son droit à l'autodétermination. Le suffrage universel n'a en effet guère de contenu démocratique dans un pays colonisé où la population autochtone a été réduite à 43 % du peuplement total par une politique coloniale délibérée d'immigration et d'implantation de colons européens.

La mobilisation indépendantiste pour le boycott enlève aujourd'hui toute parcelle de légitimité à ces élections coloniales. Elle constitue de plus un cinglant défi à la politique du gouvernement français qui prévoit un statut d'autonomie pour la Nouvelle-Calédonie jusqu'à l'organisation, en 1989, d'un référendum sur l'avenir du territoire. Le FLNKS, constitué en septembre dernier, et qui prend la suite du Front indépendantiste (FI) mis en place en 1979, rejette le statut Lemoine, réclame l'indépendance immédiate, conteste l'organisation d'élections territoriales et d'un référendum sans modifications de la loi électorale, ce qui revient en effet à donner aux colons le droit de regard sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Un gouvernement d'occupation coloniale

Seule la droite coloniale du Rassemblement pour la Calédonie dans la

République (RPCR), liée au RPR, peut donc se réjouir des résultats électoraux. Le RPCR remporte 34 sièges sur 42 à l'Assemblée territoriale avec 70 % des suffrages exprimés, et se trouve assuré de diriger le prochain Conseil de gouvernement local. Celui-ci représentera dès lors, même si quelques fantoches kanaques en font partie, un véritable gouvernement d'occupation coloniale issu d'élections dignes du pays de l'apartheid. Le gouvernement va continuer à céder aux pressions de la droite coloniale. L'organisation sur laquelle il comptait s'appuyer pour faire passer sa politique néo-coloniale dans le peuple kanaque, le LKS, qui n'obtient que 7,3 % des suffrages et 6 élus, se verra elle aussi de plus en plus tirée vers des accords de compromis avec les représentants de la droite coloniale dans le cadre de leur participation commune aux institutions locales.

Le recours à des formes actives et relativement efficaces de boycott des élections prouve que le nouveau choix de mobilisation du FLNKS correspond bien à l'aspiration des masses opprimées et colonisées et à leur degré de combativité. Mais la mobilisation indépendantiste donne aussi une claire indication du caractère toujours explosif du climat social local qui se concentre dans la lutte des populations kanaques pour la récupération de leurs terres et l'indépendance et qui a aussi été marqué dans la dernière période par de nombreuses luttes ouvrières. L'efficacité et la coordination des actions indépendantistes révèlent aussi les progrès réalisés dans l'unité des masses kanaques depuis la création du FLNKS. La mobilisation pour le boycott a été préparée depuis une semaine par des occupations de terres appartenant à des colons connus pour leurs options d'extrême droite, par des barrages routiers, et de nombreuses réunions d'explication politique en brousse, menées par ailleurs dans un contexte de luttes salariales dans le secteur du nickel. Elle culmine par l'immobilisation le 18 novembre de la moitié environ des bureaux de vote de brousse, l'incendie de trois mairies, les blocages de la circulation, des occupations de terres, et des incendies de magasins coloniaux.

Le gouvernement français avait considérablement renforcé le dispositif répressif et instauré un véritable état de guerre contre le peuple kanaque : plusieurs dizaines d'arrestations ont été opérées, les lignes téléphoniques des locaux indépendantistes étaient coupées, Nouméa la ville blanche et certains villages étaient quadrillés par la gendarmerie. Même si les affrontements avec les forces répressives n'ont pas été meurtriers, il y eut plusieurs blessés — dont une manifestante avec la main arrachée par une grenade à tir tendu — il n'en reste pas moins qu'une page est définitivement tournée dans les relations entre le gouvernement Mitterrand et le peuple kanaque.

Le FLNKS hors des institutions coloniales

Pour l'opinion démocratique et anti-colonialiste en France, une seule conclusion est à tirer : le gouvernement français impose une politique coloniale classique et sans issue qui l'amènera à s'opposer toujours plus frontalement aux revendications et aux mobilisations du peuple kanaque. La propagande raciste des médias tentant de présenter les Kanaks comme des sauvages, leur combat comme une lutte rétrograde, n'ont pas d'autre objectif que de masquer une réalité fort simple : celle de la poursuite d'une politique coloniale et du consensus réactionnaire qui se dessine autour d'elle.

Hors des institutions coloniales, le FLNKS va devoir maintenant répondre aux besoins de la poursuite de la mobilisation du peuple kanaque. Il se trouvera à ce

niveau confronté à des difficultés nouvelles notamment dans la capitale et certaines villes où le peuple kanaque est numériquement en état d'infériorité face aux colons blancs et aux forces répressives coloniales. Avec le succès électoral du RPCR, la droite locale va être encouragée à résister aux mobilisations ouvrières et paysannes des exploités. Les futures luttes, occupations de terres ou grèves ouvrières, prendront donc rapidement une dynamique de confrontation politique avec le Conseil de gouvernement local et le pouvoir colonial. Déjà les barrages routiers se multiplient pour obtenir la libération des emprisonnés. La situation s'est considérablement tendue depuis dimanche. A Oundjo, les gendarmes ont violemment chargé la population kanaque, le député RPCR a appelé les Blancs à s'organiser pour prêter main forte aux colons de l'intérieur. Le FLNKS, dont trois militants ont été inculpés, a décidé de poursuivre la mobilisation pour la libération des emprisonnés. A Thio, deux cents militants armés occupent une gendarmerie. La LCR s'est toujours engagée à prendre toute sa part dans ce combat. Elle réclame d'ores et déjà la libération des indépendantistes incarcérés, l'arrêt des poursuites judiciaires et le retrait des troupes coloniales d'occupation (1).

20 novembre 1984
Vincent Kermel

1. Des prises de positions syndicales en ce sens peuvent être adoptées et envoyées au FLNKS, 10, rue Gambetta, 1^{ère} Vallée du tir, Nouméa ; et au syndicat USTKE : BP 4372 Nouméa.



Manifestation pour que justice soit rendue à Pierre Declercq, dirigeant indépendantiste assassiné en septembre 1981.

La « décripation » face à l'offensive de la droite

Devant l'intensification de l'offensive réactionnaire, les dirigeants socialistes se sont vus contraints de durcir quelque peu leur discours, afin de remobiliser un électoral désorienté par l'ampleur des trahisons accumulées. Mais la pratique et les buts de l'action gouvernementale demeurent inchangés.

Qui pourrait encore le nier ? La « décripation » paraît bel et bien enterrée. Le gadget inventé par le pouvoir, l'été dernier, ses appels au « rassemblement des Français » par-delà les clivages politiques, sont venus s'échouer sur l'accroissement de l'offensive réactionnaire de l'opposition. Mieux, chacune des concessions gouvernementales n'a fait que décupler l'audace du camp adverse et conforter sa stratégie de reconquête. Après les éloges du capitalisme sauvage, les appels au retour à l'ordre moral, les campagnes racistes et les assassinats d'ouvriers, un nouvel exemple en est fourni par la polémique sur « l'insécurité ».

Ce dernier thème est, traditionnellement, l'un des chevaux de bataille favoris du camp bourgeois. Car il lui permet, tout à la fois, d'éviter la confrontation avec le pouvoir sur le terrain économique — alors que ses représentants doivent admettre qu'ils aggra-

veront la politique d'austérité pratiquée par les gouvernants actuels — et d'exploiter les réflexes de peur dans l'opinion en mettant en avant la thèse démagogique de la « loi et l'ordre », qui masque l'absence de programme de ses composantes respectives.

La droite et l'extrême droite entendent de surcroît faire pression sur le gouvernement pour qu'il rétablisse les dispositions liberticides instaurées par l'ancienne majorité, préparant ainsi les conditions de leur éventuel retour aux affaires après 1986. Jacques Toubon, le nouveau secrétaire général du RPR ne dissimule pas ses desseins : « Les problèmes de sécurité seront au centre des prochaines législatives (...) Lorsque nous serons au pouvoir nous agirons en fonction de l'intérêt national. »

Confrontée à pareille situation, l'équipe au pouvoir a dû quelque peu durcir son discours. On a d'abord vu le chef de l'Etat se faire le dé-



Des délégués aux Assises du RPR à Grenoble. Le Journal du dimanche, leur lecture favorite, titre sur : « Les quartiers de la peur à Paris. »

fenseur des « valeurs traditionnelles » de la gauche dans une interview à l'Expansion le 16 novembre. « Nous ne voulons pas que l'argent, en tant que moyen de pression, se rende maître des rouages de notre société. » Puis, ce fut au tour du Premier ministre de monter au créneau, à l'Assemblée nationale, pour dénoncer vigoureusement les programmes de l'opposition. Dans le même temps, les leaders du PS en appelaient au combat « projet contre projet ».

Les raisons de cet infléchissement sont simples. A l'approche des élections cantonales et alors que la campagne des législatives est d'ores et déjà engagée, les responsables socialistes cherchent à remobiliser un électoral désorienté par l'ampleur des trahisons accumulées. Même s'ils se situent dans la perspective de leur défaite aux prochaines élections, ils entendent néanmoins limiter les dégâts.

Mais le changement n'aff-

fecte que la tonalité des discours. La politique gouvernementale continue dans la logique antérieure. Tout est mis en œuvre pour convaincre une partie de la droite et du patronat que l'entente avec les socialistes constitue la seule garantie de stabilité politique et sociale, à un moment où la crise du système suppose de s'en prendre brutalement au monde du travail. Dans l'esprit des gouvernants, le caractère polémique des interventions constitue sans dou-

te l'un des moyens de parvenir à ce résultat, en s'efforçant de pousser une fraction de la droite à radicaliser son attitude. Les conditions pourraient alors être créées d'une collaboration avec certains courants centristes et giscardiens en premier lieu.

Il y a quelques semaines, Christian Goux, le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale en appelait clairement, après 1986, à l'élargissement de la majorité actuelle au CDS. Et Jean Poperen, le numéro deux du PS vient de confirmer que le cap était maintenu : « Nous continuons notre route avec la volonté de tenir des objectifs sur lesquels nous nous sommes engagés dès le début, mais avec la volonté de rassembler tous les Français pour l'œuvre nationale d'assainissement et de nouveau développement économique. »

Il n'est donc rien à attendre du dernier virage tactique du pouvoir, comme le démontrent parfaitement deux nouveaux exemples de capitulation devant la droite et le patronat : le retour progressif à une politique sécuritaire (voir ci-contre) et l'adoption du projet de loi sur la famille qui cherche à encourager le retour des femmes au foyer (voir page 7).

Christian Picquet

INSECURITE

Rétablir la vérité

Neuf assassinats dans le XVIII^e arrondissement de Paris ont déclenché une campagne d'opinion hystérique. A en croire la droite, les Français vivraient en état d'insécurité permanente. Les faits sont pourtant bien éloignés de la réalité. Le plus grave est sans doute que le gouvernement, cédant à ces pressions, s'engage dans une dérive sécuritaire de plus en plus accentuée.

Neuf vieilles femmes viennent d'être assassinées en plein Paris. Il n'en fallait pas plus pour que se déclenche une campagne hystérique. On a vu des manifestations, soigneusement télévisées, exiger le rétablissement de la peine de mort. Les politiciens de droite se

sont emparés de cette affaire pour accuser le gouvernement de laxisme et déposer des propositions visant au renforcement de la répression et des pouvoirs de la police. Et la presse à sensation a multiplié les titres vengeurs. Le 18 novembre, le Journal du dimanche

publiait ainsi la « carte de la peur » dans la capitale.

1. Les fantasmes et la réalité

Certes, il n'est pas contestable que la criminalité globale se développe. Et c'est surtout la petite délinquance — la plus sensible pour les citoyens — qui connaît un développement spectaculaire. Selon les statistiques de la direction

de la police judiciaire du ministère de l'Intérieur, entre 1982 et 1983, les cambriolages se sont accrus de 6,73 % et les vols avec violence de 10,73 %. De même, les vols à main armée ont progressé de 10,91 %. Parallèlement, le trafic de stupéfiants faisait un bond spectaculaire, avec une augmentation de 173 %.

Il convient cependant de ramener ces données à leur juste proportion. La délinquance fait en effet moins

de victimes que les accidents de la route : 11 946 tués et 301 434 blessés, chaque année. Et notre pays figure loin derrière ses voisins quant au taux de criminalité. Cette année, 63 citoyens sur 1 000 auront été victimes d'un crime ou d'un délit en France contre 81 pour 1 000 au Danemark, 70 pour 1 000 en Allemagne fédérale et 66 pour 1 000 en Grande-Bretagne.

Il reste que se répand dans la population un sentiment de peur. Pourtant là encore, les chiffres dissimulent la réalité. Si, dans les sondages, 54 % des personnes interrogées disent se sentir en insécurité, 83 % d'entre elles avouent, dans le même temps, n'avoir jamais subi le moindre larcin (1). C'est la parfaite il-

lustration du fossé existant entre le développement d'un climat parfois proche de l'hystérie collective et la réalité de la vie quotidienne.

2. La délinquance : un phénomène social

Cela ne doit pourtant pas nous masquer la gravité du phénomène. D'autant que c'est sur un tel climat que la réaction donne un regain de crédibilité aux thèmes les plus démagogiques et les plus dangereux pour les libertés.

La progression de la délinquance est avant tout le produit de la société capitaliste en décomposition.

Suite page 6

L'actualité nous a contraint à repousser le troisième article de la série sur la situation politique. Nous le publierons la semaine prochaine.

Suite de la page 5

La crise, qui conduit à la paupérisation croissante de millions d'hommes et de femmes et qui touche des régions entières, suscite des réactions individuelles violentes menant à l'illegalité. Il est à cet égard frappant de constater que la courbe des délits épouse étroitement celle de la dépression économique et grimpe brusquement à partir du milieu des années soixante-dix.

Les causes de cette situation sont donc avant tout sociales. L'aggravation des inégalités — et notamment celles produites par l'existence d'un important volant de chômage — favorise le passage d'une partie des couches les plus exploitées à la délinquance. Les statistiques en font foi : plus de 70 % des condamnations prononcées par la justice concernent des ouvriers, des employés, des immigrés ou des personnes sans profession. 67 % des personnes incarcérées disposent d'un salaire inférieur à 3 000 francs (2).

Il convient d'ajouter les effets d'une impitoyable sélection scolaire qui touche essentiellement les familles modestes. La disparition de toute perspective scolaire pousse de nombreux individus à commettre des délits, non seulement pour subvenir à leurs besoins, mais aussi, plus ou moins consciemment, pour re-

loriser leur image de marque et épater leur entourage. Il est significatif que 85 % de la population carcérale ne dépassent pas le niveau du certificat d'études, 10 % étant totalement illettrés (3).

De surcroît, la crise produit une dégradation de la vie sociale et des structures familiales sur lesquelles reposait jadis la société bourgeoise. Ce qui, dans un contexte où l'horizon paraît bouché, ne peut que favoriser la délinquance dans la jeunesse où le nombre des mineurs présentés à la justice a progressé de plus de 100 % en vingt ans. Il en va de même de la déshumanisation de certains lieux sociaux, de l'urbanisation planifiée des grandes agglomérations ou de l'apparition de gigantesques concentrations-dortoirs dans les banlieues.

3. La répression, une voie sans issue

Examiner les racines sociales de la criminalité conduit à une conclusion : avant de relever d'un quelconque « laxisme de la justice », il s'agit d'un phénomène secrété par le capitalisme et ses corollaires : l'injustice, la violence. Les réponses axées sur la répression ne font dès lors qu'aggraver la situation.

Accroître la présence policière dans les rues



OPA sur la peur des grand-mères.

mène, qu'on le veuille ou non, à la multiplication des contrôles d'identité, des tracasseries et des fichages. Avec toutes les menaces qu'ils font peser sur les libertés et tous les risques de dérapages racistes ou de bavures meurtrières. Au bout du compte, il y a l'augmentation des incarcérations. Et celles-ci, dans ce système judiciaire, ne font que renforcer les inégalités fondamentales puisqu'elles touchent d'abord les catégories populaires.

La prison reproduit les facteurs de délinquance. Car elle a pour caractéristique essentielle de désocialiser l'individu. Sa peine purgée, celui-ci sortira avec des possibilités encore diminuées de trouver un emploi. Les mineurs n'auront reçu aucune formation professionnelle. En outre, les brigades des matons, l'insalubrité de la plupart des maisons d'arrêt, le surpeuplement des cellules sont autant d'éléments qui exacerbent les haines, favorisent les violences et aboutissent inévitablement à la récidive. Hélène Dorlhac, ancien ministre de Giscard, constate elle-même qu'« on ne fait pas un homme social dans un cadre associatif » (4).

Quant à la peine de mort, chacun sait qu'elle n'a aucune vertu dissuasive. Elle existait avant 1981. Mais cela n'empêcha pas la criminalité de faire un bond spectaculaire. Au point que le Figaro titrait le 25 mars 1980 : « Les Français ne sont plus protégés ».

4. Prendre le mal à la racine

Prendre le mal à la racine implique de rompre radicalement avec une approche réduite aux solutions policières ou pénales. Ces dernières ne sauraient intervenir qu'en dernière instance et venir compléter une politique plus vaste d'éducation, d'urbanisme, de développement, d'emploi, d'extension des droits démocratiques. Car il paraît évident qu'il n'est d'orientation répondant réellement à l'intérêt du plus grand nombre qui ne s'en prenne d'abord à la première raison de l'insécurité : la précarité du statut social.

Au-delà, il conviendrait

de tout mettre en œuvre pour limiter au maximum l'emprisonnement qui aggrave la marginalisation et pour transformer radicalement la condition carcérale afin d'aboutir à une désocialisation minimum.

Tel n'est cependant pas le choix du gouvernement. Cédant aux campagnes de la droite et aux pressions de son appareil judiciaire, il a, depuis longtemps abandonné ses références généreuses, pour en revenir à une pure logique répressive. La politique de prévention impulsée par le Conseil national de prévention du député Gilbert Bonnemaïson demeure, à cet égard, largement formelle. Le nombre des détenus dépasse aujourd'hui 42 000 et le taux d'occupation des prisons avoisine les 133 %. Des chiffres records, dont plus de la moitié concerne des prévenus, c'est-à-dire des hommes et des femmes en attente de jugement et dont la culpabilité reste par conséquent à établir.

On peut donc éprouver les pires craintes à propos des mesures que pourrait annoncer le pouvoir, dans les prochaines semaines, pour répondre à l'offensive des forces réactionnaires. On sait par exemple que certains hiérarques socialis-

tes, à l'instar de Jean-Pierre Destrade, le porte-parole du PS, se prononcent pour « *d'avantage de fermeté : par exemple peines incompressibles pour certains criminels. réduction encore plus notable du nombre des permis-sions de sortir et des libérations conditionnelles. plan d'équipement pluri-annuel de la police, avec recrutement de personnel et achat de matériel* ». Déjà, pour « rassurer la population », des forces de police considérables quadrillent le XVIII^e arrondissement de

Les brigades des matons. L'insalubrité des maisons d'arrêts. le surpeuplement des cellules sont autant d'éléments qui exacerbent les haines, favorisent les violences et aboutissent à la récidive (Photo du bas)



Paris et procèdent à des rafles qui rappellent les heures sombres de la guerre d'Algérie. Au lieu de « dangereux criminels », ce sont des travailleurs étrangers ou des jeunes que les limiers de Pierre Joxe ramènent dans leurs filets.

On est bel et bien là en présence d'une logique de plus en plus répressive, qui n'est pas sans rappeler les reniements déjà accumulés en matière d'asile politique ou d'immigration. Non seulement le recours au gros bâton ne résoudra aucun des problèmes posés, mais il contribuera à légitimer les campagnes de la droite. Celle-ci y trouvera une arme pour promulguer de nouvelles lois scélérates ou pour rétablir la peine de mort, si elle revient aux affaires.

C'est pourquoi il importe, dès aujourd'hui, de s'opposer à toute dérive sécuritaire, de rétablir la vérité et de refuser de mettre le doigt dans un engrenage qui peut être fatal au mouvement ouvrier et plus généralement aux plus élémentaires droits démocratiques.

Christian Picquet

1. Sondage IPSOS-« Mieux vivre », publié au printemps 1984.
2. Etude du Centre national d'études et de recherches pénitentiaires. 1981.
3. Etude du Groupement étudiant national d'enseignement aux personnes incarcérées.
4. *Changer la prison*, éditions Plon, 1984.

Parution le 10 décembre 1984

Christian BARSOC

Préface d'Ernest MANDEL

Les lendemains de la crise



Impasse capitaliste et issue socialiste



50F au lieu de 65F jusqu'au 8 décembre 1984.

A RETOURNER A PEC, 2 rue Richard Lenoir, 93100 MONTREUIL.

Je commande ... exemplaires de "les lendemains de la crise" à 50 francs l'exemplaire.

Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9 rue de Tunis PARIS XIème. NOM

Je désire le recevoir dès parution à l'adresse ci-dessous, moyennant 6,50 pour les frais d'expédition. NOM.....

N° et rue

Localité

Je joins mon règlement deF. (chèque à l'ordre de PEC).

PLAN FAMILLE

L'ode à la famille et à l'austérité

Adopté par le Conseil des ministres du 14 novembre, le projet de réforme des prestations familiales devrait passer devant l'Assemblée nationale avant la fin de l'année. Fondé sur les arguments démographiques les plus réactionnaires, ce projet constitue une attaque supplémentaire contre le pouvoir d'achat des travailleurs et contre le droit à l'emploi des femmes.

Voici donc le gouvernement parti dans la croisade pour le «renouveau démographique» et la revalorisation de la famille (nombreuse de préférence). Tel est en tout cas l'objectif largement développé par Mitterrand, dans un élan patriotique, d'une tonalité particulièrement douteuse à l'époque des crimes racistes : «*J'y vois beaucoup plus que la nécessité pour la France d'un retour à la natalité, quand tant de pays dans le monde font des bonds prodigieux. C'est en effet une question de survie nationale...*» Au-delà du caractère profondément réactionnaire de cette déclaration alarmiste, il y a lieu de s'interroger sur la motivation réelle du Plan famille : le gouvernement n'étant pas sans savoir que toutes les mesures natalistes ont historiquement fait la preuve de leur totale inefficacité pour relever les taux de natalité.

A y regarder de plus près, le but véritable est bien au travers de ce discours et des dispositions mêmes du projet, de culpabiliser les femmes qui n'auraient pas le «civisme» de faire de nombreux enfants. Pour mieux

les renvoyer au foyer. Pour mieux diminuer les prestations familiales de tous ceux qui n'entrent pas dans la catégorie prioritaire des familles nombreuses ou qui ne sont pas convaincus que la famille est devenue, comme le disait Mitterrand, «*un lieu de liberté*».

Les grandes lignes de ce projet sont connues : création d'une allocation au jeune enfant et congé parental rémunéré à partir du troisième enfant. Mais l'analyse des mesures précises qui ont finalement été adoptées, permet d'apprécier concrètement en quoi la grande réforme des prestations n'aura pas lieu. A la place : un mauvais coup contre les travailleurs et une pièce supplémentaire dans le dispositif mis en place pour pousser insidieusement les femmes hors du marché du travail.

Alertez les bébés

La nouvelle «allocation au jeune enfant» (AJE) se substitue à six des allocations actuelles (allocations pré et post-natales, complément familial, allocation de

Le plafond de ressources de l'AJE est pour une famille où entrent deux salaires de : 10 500 F (revenus mensuels nets) pour un enfant ; 12 100 F avec deux enfants, 14 000 F avec trois enfants.

Pour gagner au nouveau système : il faut au moins deux naissances, avec un écart entre la première et la seconde de moins de 35 mois.

Exemple : perte pour une famille d'un enfant (en dessous du plafond de ressources) : 635 F. Avec 2 enfants nés avec moins de trois ans d'intervalle : gain de 6 470 F. Si ces enfants ont trois ans d'intervalle ou plus : perte de 1 270 F.

salaires unique ou de mère au foyer, supplément familial). La prime au troisième enfant instituée en 1980 est également supprimée.

Si la création de l'AJE présente indéniablement l'avantage d'une plus grande simplicité, puisqu'elle sera mensuelle et versée pour chaque enfant, son montant de 712 francs ne correspond en rien à une prise en charge effective des charges liées à la venue d'un enfant. L'INSEE chiffre en 1983 le coût mensuel d'un premier enfant à 1 860 francs par mois et à 5 470 F celui de trois.

De plus, l'AJE sera versée à partir du troisième mois de grossesse mais seulement jusqu'à trois ans, au mieux (dans le cas où le plafond de ressources n'est pas atteint) et jusqu'à neuf mois dans l'hypothèse inverse.

De fait, le nouveau système équivaut à une redistribution des prestations et les seuls bénéficiaires en seront les familles au revenu modeste, où les naissances sont rapprochées.

Pour tous les autres, c'est de toutes façons une perte de pouvoir d'achat. Non seulement les prestations actuelles sont notoirement insuffisantes, mais la réforme proposée aggrave cette situation (cf. encadré).

Conclusion aux yeux du gouvernement et aux couleurs de l'austérité : si vous ne voulez pas voir votre pouvoir d'achat encore diminuer, au lieu de penser à la nécessaire revalorisation des allocations, dépêchez-vous de faire des enfants. Et si cela vous pose quelques problèmes, Mesdames, pour continuer une activité professionnelle, n'allez pas revendiquer des places de crèche pour vos enfants : restez donc au foyer...

On en arrive là au deu-



Derrière le Plan famille : le retour des femmes au foyer. Par contre, aucune amélioration des équipements collectifs n'est prévue.

xième volet du Plan famille : l'allocation parentale d'éducation au montant dérisoire de 1 000 francs par mois (ou 500 francs pour un passage à mi-temps), pendant deux ans.

Un emploi : un luxe ?

Déjà le maintien d'un plafond de ressources pour l'AJE s'inscrit dans une logique d'incitation des femmes à ne pas travailler. Avec l'allocation parentale, l'objectif est encore plus net : c'est la voie du retour au foyer et du salaire maternel qui prévaut. Cette disposition concerne «les parents» : hypocrisie totale quand on sait qui a «droit» aux emplois les plus mal payés, et à la charge des tâches domestiques en prime.

Et pourquoi cette mesure, dont tout le monde s'accorde à reconnaître qu'elle ne rencontrera pas grand succès (autour de 30 000 bénéficiaires escomptées), si ce n'est dans un but de campagne idéologique visant à convaincre les femmes, qui s'obstinent à vouloir s'insérer sur le marché du travail, que l'emploi n'est pas un droit pour elles, mais un luxe par temps de crise, quand leur place «naturelle» est au foyer.

A ceux qui pleurent sur la dénatalité française, pour mieux culpabiliser les femmes, à ceux qui voudraient les voir retourner à leurs casseroles, nous opposerons toujours la défense du droit au travail et de la liberté de choisir pour les femmes.

Des mesures pourraient être prises, contre le

chômage et la flexibilité à la sauce patronale. Une allocation unique pourrait être créée, qui couvre réellement les frais d'entretien et de garde des enfants, quelles que soient la profession des parents, leurs ressources, la forme juridique de la famille, jusqu'à la majorité de l'enfant.

Une réforme de la fiscalité pourrait voir le jour, qui supprime le quotient fami-

lial et le remplace par une déduction d'impôt pour chaque enfant. Des crèches, des équipements collectifs pourraient être construits, comme cela avait été promis.

C'est pour cette politique là qui défend les droits des femmes et se préoccupe des besoins de tous au lieu des profits de quelques-uns que nous nous battons.

Danielle Lacoste

Les féministes se mobilisent

Avant même que le Plan famille ne soit adopté par le Conseil des ministres, divers groupes et associations féministes de Paris et de province, réunis à l'occasion d'une rencontre nationale, ont tenu à exprimer leur indignation face au projet, en s'adressant au gouvernement : «*La réforme des prestations familiales dite Plan famille, s'inscrit dans une volonté nataliste. La création d'une rémunération au congé parental à partir du troisième enfant, faisant ainsi une pression morale sur les femmes dans une période de crise économique contribue à remettre en cause, en fait notre droit au travail et au libre choix de nos maternités...*»

Après une dénonciation très virulente des déclarations des leaders de la droite contre le droit à l'avortement, ce texte concluait par un appel aux femmes «*à se mobiliser, à se rassembler, à s'exprimer pour défendre un droit fondamental : la liberté de choisir*».

Il reste quelques semaines pour agir avec force et dans l'unité et rappeler aux députés que voter le Plan famille serait s'opposer aux exigences réelles des femmes et des travailleurs... La volonté existe pour cela, cette première prise de position en est la preuve et doit inciter à aller plus loin.

Vient de paraître
10 francs

Le 1^{er} décembre : affirmer une force antiraciste



Oui l'égalité

La marche de Convergence 84 « Pour l'égalité des droits et contre le racisme » arrive à Paris le samedi 1^{er} décembre.

A chaque ville, la solidarité apportée aux « rouleurs » maghrébins, africains, portugais, italiens, asiatiques s'amplifie. Le succès de l'initiative se confirme.

A Paris, le 1^{er} décembre doit être l'occasion d'affirmer, dans la rue, une force massive et unitaire, prête à faire front contre toutes les manifestations du racisme.

Face au poison distillé par l'extrême-droite et la droite, qui arment des bras assassins, nous devons être des dizaines de milliers à dire « Assez de crimes racistes ! »

Le gouvernement de gauche parle d'insertion et ne sait que prendre des mesures de répression. Nous devons être des dizaines de milliers à revendiquer l'égalité des droits entre Français et immigrés, seule façon de barre la route au racisme !

La situation est grave ! Après Epône et Chateaubriant, il est urgent d'arrêter la machine diabolique qui se met en route sous nos yeux.

Le racisme accroît la division entre les travailleurs. Il profite directement aux patrons. A travers les travailleurs immigrés, ce sont tous les travailleurs qui sont visés.

Il est décisif aujourd'hui que l'ensemble du mouvement ouvrier s'engage dans la bataille aux côtés des travailleurs immigrés et de leurs associations pour opposer aux racistes et aux entreprises de division du patronat un front uni de tous les travailleurs !

L'initiative de Convergence 84 montre la voie. Partout, le passage des « rouleurs » est l'occasion de débats dans les quartiers, dans les entreprises, dans les lycées, montrant ainsi la profondeur de la mobilisation. Ces actions doivent se multiplier.

Pas une force de gauche ne doit manquer à leur soutien. L'unité réalisée à Grenoble, Lyon, Montbéliard et dans plusieurs villes montre que c'est possible ! Dans toutes les villes, l'unité de toutes les organisations ouvrières, des partis et des syndicats, doit se faire, autour des « rouleurs » et de leurs revendications !

Tout doit être fait pour assurer le premier décembre à Paris une mobilisation massive et unitaire de tous les travailleurs Français et immigrés et de larges couches de la population.

Pour dire « Non au racisme ! » Pour exiger l'égalité des droits pour tous les immigrés, droit de vote, droit au travail, droit au logement ! Pour exiger du gouvernement le retrait des mesures prises contre l'immigration, le retrait des mesures contre le regroupement familial et l'arrêt des contrôles policiers !

C'est ainsi que le 1^{er} décembre sera un nouveau jalon vers la constitution d'un large front uni des organisations ouvrières et démocratiques contre le racisme et contre le fascisme !

Sonia Folloni

NANTES

Au lendemain de l'assassinat de deux travailleurs turcs à Chateaubriant, une première manifestation unitaire de riposte regroupait 3 000 personnes à Nantes, le mercredi soir 14 novembre. Cette manifestation était appelée par le MRAP, le GASTROM, la CFDT, la CGT, le PS, le PC, la LCR, la FGA et la JOC.

L'arrivée des onze « rouleurs » de Convergence 84, partis de Brest, allait être l'occasion d'une nouvelle et significative mobilisation. Samedi après-midi, à l'appel du Collectif nantais d'accueil, soutenu par la CFDT, la FDSEA et les travailleurs paysans, c'est une manifestation combative de 2 000 personnes qui a parcouru les rues de la ville pendant près de trois heures. Parmi les cortèges remarquables, ceux du GASTROM, de la CFDT, de la LCR et des JCR. La CGT, seulement lors du rassemblement du mardi avait oralement appelé à accueillir les « rouleurs ».

Le lendemain, les « rouleurs » de Convergence 84 changeaient symboliquement leur itinéraire pour faire escale à Chateaubriant. Là aussi, ils furent accueillis par plusieurs centaines de manifestants.

ELBEUF

A Renault-Cléon, l'arrivée de Convergence 84 annoncée par la CGT et la CFDT et le collectif elbeuvien contre le racisme a rencontré un gros succès. 2 000 travailleurs sont venus discuter avec les rouleurs. A Elbeuf, plus d'une centaine de jeunes ont re-

joint la tournée des rouleurs dans les quartiers.

NANCY

Les « convergents » sont restés trois jours à Nancy, du 15 novembre au 18 au matin. Ils étaient accueillis par un collectif « pour l'égalité et contre le racisme » auquel participent le Mouvement d'action non violente, le Mouvement des objecteurs de conscience, la LCR, le PSU, le CLAP, la CFDT, l'Association lorraine pour l'alphabétisation et diverses associations. Plusieurs initiatives, débats, projections de films dans les quartiers eurent lieu. Une initiative originale, dans le quartier du Haut du Lièvre, les élèves de plusieurs classes ont reconstitué un arbre avec des feuilles de papier sur lesquelles ils avaient marqué ce qu'ils pensaient du racisme.

Pour tant le meeting débat suivi d'une partie spectacle a réuni 250 personnes environ, sensiblement moins que l'année dernière. Ceci s'explique par l'absence du mouvement ouvrier. La CFDT, bien qu'ayant apporté un soutien matériel n'a pas mobilisé. Le PC et le PS ont fait chacun un communiqué de presse de dernière minute mais n'ont participé à aucune des initiatives. La CGT, pourtant invitée à chaque réunion de collectif n'a pas donné signe de vie.

Les « convergents » ont cependant eu l'occasion de visiter les aciéries de Pompey, invités par la section CFDT de l'usine. En quittant Nancy, ils étaient accueillis à Blénod-les-Ponts-Mousson, pour un pot offert par le maire PC.

BEAUVAIS

Le mardi 13, ce sont plus de 250 lycéens et jeunes qui accueillirent les « convergents » sur leur drôle de machine à leur arrivée dans la ville à midi. L'après-midi toujours en mob, une tournée dans les quartiers HLM, à la rencontre des habitants.

Vers 17 h, 200 personnes se retrouvaient pour un rassemblement dans le centre ville. Là encore une majorité de jeunes, mais aussi des militants syndicaux, des militants des partis de gauche, quelques élus, bien discrets...

L'émotion était vive après les crimes racistes du week-end : « *Y'en a marre du dialogue à coup de fusil !* » déclaraient les jeunes à la sono. On se retrouvait ensuite pour un film-débat : des questions à Convergence 84 sur le sens de leur démarche, les cités de transit, les crimes racistes, les immigrés et le mouvement ouvrier, l'égalité des droits oui, mais comment...

En soirée, beaucoup de monde et d'amitié à la MJC pour écouter les musiciens, danser et rediscuter encore.

Une journée très positive, à mettre à l'actif des jeunes du Plateau Saint-Jean qui furent les principaux artisans de la réussite de cette journée.

PERIGUEUX

Le mardi 13 novembre, ce sont plus de 500 personnes qui ont manifesté pour accueillir les « rouleurs » qui venaient de Bordeaux. La manifestation appelée par l'ASTIP était soutenue par 13 associations, organisations, et

syndicats. A noter dans le cortège une banderole unitaire des trois UD (CGT, CFDT et FEN). Le PC et les JC, bien que non signataires de l'appel étaient présents à la manifestation. Outre la revendication pour l'égalité des droits et pour le droit de vivre avec sa famille, plusieurs mots d'ordre étaient repris dénonçant les crimes racistes, dénonçant Le Pen. Devant le Palais de justice de Périgueux, la manifestation s'est arrêtée pour une minute de silence. De nombreux lycéens étaient présents dans le cortège.

Le mercredi matin, à la suite d'une initiative prise par plusieurs enseignants de la ville, les « rouleurs » se sont répartis dans deux lycées pour débattre dans les classes. Le mercredi soir, 300 personnes ont participé à la fête.

A Terrasson, à 50 km de Périgueux, et bien que la ville soit « hors parcours » des « rouleurs », le comité sarladais contre le racisme et pour l'égalité a réuni plus de cent personnes et organisé une fête le soir. A noter la présence de nombreux jeunes des LEP à l'initiative de ces actions. Un car est d'ores et déjà assuré pour le 1^{er} décembre à Paris.

ROUEN

Les « rouleurs » de Convergence 84 ont été reçus par le Collectif contre le racisme et pour l'égalité des droits, les 17 et 18 novembre. Ce collectif unitaire s'était mis en place lors de la marche de l'année dernière en vue de réaliser un front antiraciste permanent. Il est soutenu par 26 organisations et associations de la ville, dont l'UL CFDT, la FEN, l'UNEM, le Syndicat de la magistrature, la

Ligue des droits de l'homme, le MRAP, l'UR ASTI, le PS, le MJS, la LCR, les JCR, la JOC, le PSU, le mouvement des femmes, etc. Seuls le PC et la CGT étaient absents de cette mobilisation unitaire. Dans le PS de nombreux débats, parfois houleux ont eu lieu. La manifestation très combative a regroupé plus de 300 personnes. Mais c'est surtout la soirée multiculturelle qui a marqué le temps fort de la mobilisation avec plus de mille entrées.

Il faut noter l'importante autoorganisation des jeunes, en particulier dans le quartier des Sapins, quartier à forte population immigrée. A leur initiative une réunion débat avec les « convergents » a réuni plus de 200 personnes du quartier. C'est la première fois, à Rouen, que l'on voit une telle organisation de jeunes dans les quartiers.

EPINAL

La semaine dernière, les « convergents » passaient par Epinal. Après une tournée dans la ville, les 15 jeunes de Convergence 84 faisaient la tournée des HLM entourés de 25 militants antiracistes d'Epinal.

Mais c'est jeudi dernier, lors de la venue de Le Pen que la visite des « convergents » devait donner tous ses fruits : une manifestation de près de 1 500 personnes, à l'appel de la CGT, du PCF, de la LCR, qui fut un succès de la mobilisation antiraciste à Epinal.

Après la manifestation, la LCR proposa la construction d'un comité de vigilance contre le racisme à l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques...



Pour le droit de vivre en famille en France

Face aux mesures prises par le gouvernement lors du Conseil des ministres du 10 octobre concernant l'immigration, le GISTI, la FASTI, le CAIF, Radio Beurs, le FETAF, le Collectif femmes immigrées et le CLAF se regroupent pour mener ensemble une campagne « Pour le droit de vivre en famille en France »

A travers une conférence de presse, jeudi 15 novembre, ils donnèrent le sens de cette campagne. « Nous voulons informer, expliquer, pour sensibiliser l'opinion publique. Nous allons aussi nous organiser pour lutter contre ces mesures »

A la tribune, un représentant du CAIF (Conseil des associations immigrées en France) dénonçait « l'arrêt dans les faits des regroupements familiaux, le retour à la loi Bonnet, abrogée par le Parlement, l'aggravation de la situation des femmes immigrées. » « Ces mesures constituent un tournant décisif dans la politique de l'immigration du gouvernement de gauche. C'est un retour à la politique d'avant 1981 ! » « Ces mesures vont dans le sens de la campagne hai-

neuse orchestrée par l'extrême droite et la droite. Elles vont ancrer dans la tête de la population française l'équation : immigration = insécurité et chômage. » En fait d'insertion, pas d'éléments nouveaux. Par contre, les mesures de limitation du regroupement familial, parce qu'elles rendent impossible la régularisation des femmes et des enfants présents actuellement vont « créer une nouvelle catégorie de clandestins »

La parole était ensuite à un représentant du GISTI pour l'analyse du projet de décret sur les regroupements familiaux. « Deux nouvelles dispositions viennent s'ajouter aux conditions déjà restrictives rendant quasiment impossible l'exercice du

droit à vivre en famille pour les immigrés, ceci en contradiction même avec le préambule de la Constitution. » Si ce décret entrait en vigueur, il faudrait que le chef de famille obtienne un accord préalable de l'administration avant de pouvoir faire entrer sa famille. Pour se faire « régulariser », les familles présentes devraient retourner dans leur pays d'origine. La régularisation sur place sera impossible alors que les deux tiers des regroupements familiaux se font actuellement selon cette procédure.

Et pour cause, explique le GISTI, « ce n'est que lorsque la famille est là au complet qu'ils ont le plus de chances de remplir les conditions de ressources. De même pour le logement. Les dossiers déposés n'aboutissent qu'après des délais très longs, au minimum 18 mois. La présence de la famille permet souvent d'activer la procédure auprès de l'office HLM »

La deuxième mesure consiste à réduire l'appréciation des ressources aux seuls revenus professionnels, à l'exclusion des prestations sociales, allocations familiales, de chômage, ou rente d'invalidité, jusqu'à présent prises en compte. « Ces mesures

sont une obstruction au droit au regroupement familial. Le gouvernement est parfaitement au courant des difficultés auxquelles sont confrontés les immigrés. Les mesures prises ne peuvent qu'avoir des incidences nocives. »

Plusieurs travailleurs immigrés, en France depuis dix ans, parfois plus, venaient ensuite témoigner des difficultés et des tracasseries administratives de toutes sortes qu'ils avaient dû subir. L'intervention de la représentante du Collectif femmes immigrées mettait l'accent sur la nécessaire lutte pour la reconnaissance des droits des femmes immigrées. « Celles qui sont présentes et non régularisées vivent dans une situation d'incertitude et de non droit, elles n'ont pas accès aux prestations familiales, on leur réclame des sommes exhorbitantes pour accoucher dans les cliniques. Elles n'ont pas le droit à l'IVG. Leurs enfants ne peuvent pas être inscrits dans les écoles. Celles qui obtiennent une carte de séjour voient leur droit remis en cause s'il y a un changement de leur situation familiale (divorce, décès) »

Sonia Folloni



Avec un film réalisé à Dreux par le Collectif audiovisuel de la LCR : « La ballade de Khader » Soyez à l'écoute



QUEL AVENIR POUR LA FEN ? (3)

A la croisée des chemins

C'est donc une évolution longue qui est précipitée par l'expérience des trois ou quatre dernières années. Facteur aggravant : la FEN est divisée en 49 syndicats nationaux catégoriels. Plusieurs d'entre eux sont représentés sur un même lieu de travail. Les structures fédérales ont donc un caractère formel pour l'adhérent ; celui-ci connaît son syndicat, mais ignore à peu près tout de la fédération.

Le milieu enseignant vit encore sous l'effet du traumatisme laïc. Un engagement centenaire de la gauche a été purement et simplement bradé, au moment où les conditions pour le réaliser étaient enfin réunies. Plus encore : les mobilisations successives des laïcs ont finalement compté pour du beurre. A quoi auront servi le 9 mai 1982, les sept manifestations régionales de l'automne 1983, et les manifestations départementales du 25 avril dernier ?

Mais avec la manifestation nationale du 24 juin à Paris, l'école privée a tout obtenu. Les enseignants laïcs font le rapprochement : pourquoi le CNAL est-il resté en retard d'une mobilisation sur la droite ? Pourquoi n'a-t-il pas recouru à la manifestation nationale ? Et, si nos défilés n'ont pas ému le gouvernement hier, que faire aujourd'hui : reprendre le chemin des « journées d'action » ? Sûrement pas : le 3 octobre, l'action de la FEN sur le budget fut, de l'aveu même de ses dirigeants, un échec. Le 25 octobre sur les salaires n'a pas été des plus suivis dans l'enseignement.

Tout reste à faire

Quelle crédibilité de telles actions peuvent-elles avoir, alors que chacun mesure l'ampleur des enjeux dans l'Education nationale ? La droite a rangé la « désétatisation » de l'école parmi ses priorités. Pour lui barrer le chemin du pouvoir, il faudrait que la gauche fasse, enfin, quelque chose. Or, tout reste à faire : l'amélioration de la formation des enseignants ; la priorité budgétaire à l'Education ; la lutte contre

l'échec scolaire dès le primaire ; le collège unique ; la garantie d'une qualification professionnelle pour les jeunes quittant le système scolaire : un programme de rénovation et de construction des locaux ; les 25 élèves par classe ; la transformation des contenus enseignés ; sans parler de l'unification laïque !

Alors, à quoi sert le syndicat ? Les dirigeants de la FEN se réfugient derrière des conquêtes partielles. Bien sûr qu'il y en a ! Mais les « grands dossiers n'avancent pas », malgré le 10 mai 1981. Pire : la gauche donne son consensus aux lois anti-laïques, cède à la pression pour la « privatisation » du service public, et ouvre les portes de l'école à « l'entreprise ». Les enseignants sont ballottés entre la culpabilisation (façon « deuxième gauche ») et la campagne prosélyte qui s'organise derrière la réhabilitation de « l'instruction ».

Sans doute, ce bilan met-il d'abord en cause la politique du gouvernement de gauche. Mais, la responsabilité syndicale est engagée : quelle résistance la FEN en particulier y a-t-elle opposé ? Quel langage a-t-elle tenu aux syndiqués ?

C'est d'abord une orientation syndicale que l'après-10 mai a rudement mis à l'épreuve. Une orientation fondée, moins sur l'intervention collective, que sur la représentativité du syndicat. « Nous recherchons une négociation continue fondée sur le rapport de forces créé par la syndicalisation massive », expliquait le prédécesseur de Jacques Pommatau, du temps de Giscard.

C'est donc un comportement attentiste et gestionnaire, qui fut imprimé au syn-

dicat. Quand la nécessité de l'action se fait sentir, la pente est plus ardue à remonter. A la longue, se développe dans le syndicat une attitude « consumériste », selon les termes de Jean-Claude Barbarant, le secrétaire du SNI. L'adhérent, qui a besoin du syndicat pour obtenir une mutation, s'en détachera dès qu'il sera stabilisé sur son poste. L'adhésion se fait d'autant plus routinière qu'elle n'appelle pas d'engagement.

Le milieu change

Certes, cela n'est pas nouveau, à la FEN. Il y a une certaine continuité dans l'orientation de la direction « unité, indépendance et démocratie » (UID). Le changement vient du milieu. A la fondation de la FEN, les enseignants étaient des instituteurs : pour 155 000 d'entre eux, on ne comptait que 17 400 professeurs de lycées. Le passage à l'École normale et l'adhésion au SNI étaient les deux premières étapes de la carrière. Elles étaient étroitement liées par une même idéologie rationaliste et laïque. La masse du milieu n'attendait pas davantage du SNI qu'il entretienne la flamme de l'école libératrice. La « stratégie syndicale » passait au second plan.

Or, depuis la création de la FEN, le nombre d'instituteurs a été multiplié par deux, mais celui des enseignants du second degré a été multiplié par dix-sept. Les deux corps s'équilibrent numériquement ; et le recrutement social des uns et des autres a changé. Le laïcisme traditionnel, qui cimentait le syndicat et l'attachait étroitement au milieu, ne mobilise pas les jeunes générations : les vertus « libératrices » de l'école ont montré leurs limites.

La FEN s'avère incapable de traduire en propositions immédiates et populaires un projet démocratique pour l'école : un sacré handicap pour mobiliser les travailleurs dans les initiatives laïques ! Plus, le SNI a un projet, le SNES en a un autre, chacun centré sur le niveau d'enseignement où ils sont implantés : suspect... Le terrain est donc laissé libre pour les dérives : celle de FO (retour à Jules Ferry) et celle du SGEN-CFDT (éclatement du service public).

Ainsi se rejoignent deux tendances lourdes dans le milieu enseignant : d'un côté,

une méséducation profonde sur le rôle du syndicalisme : de l'autre, une perte d'identité professionnelle et idéologique.

Une chute des effectifs

Facteur aggravant : à la diversification des personnels de l'enseignement, la FEN a répondu par la multiplication de syndicats nationaux catégoriels (49 aujourd'hui). Plusieurs d'entre eux sont donc représentés sur un même lieu de travail. La division interne ne met pas la FEN dans la meilleure position pour s'opposer aux menaces extérieures !

C'est donc une évolution longue qui est précipitée par l'expérience des trois ou quatre dernières années. Les concurrents, et d'abord FO, le savent, qui cherchent à en tirer profit. La désyndicalisation dans la FEN leur ouvre un espace. La FEN, qui regroupait 77 % des personnels en 1952, en syndique à peine plus de 50 % aujourd'hui. Le niveau de syndicalisation de ses syndicats nationaux est retombé en dessous des chiffres de 1967, malgré la croissance du milieu. Cette chute quantitative risque de se traduire par une transformation qualitative durable des rapports de la FEN et du milieu.

C'est bien pourquoi, les échéances internes à la FEN revêtent la première importance. L'unité organique ne sera pas consolidée sans changement d'orientation et de fonctionnement du syndicat. La situation en souligne l'urgence.

Mais on ne peut transformer que ce qui existe ! La division organique ne répondrait pas aux faiblesses de la FEN, elle remplacerait l'orientation de Pommatau, par celle de Bergeron, Krasucki et Maire. Les enseignants s'en porteraient-ils mieux ? Elle rajouterait aux difficultés, un obstacle supplémentaire : celui de l'émiettement des forces et de l'écoeurement des hésitants. L'unité organique ne pourvoit pas à tout, mais il faut savoir la défendre pour elle-même. Que penser de celui qui dirait : « L'unité, d'accord, mais sur mon orientation ? »

C'est pourquoi, le 3 décembre, il faudra voter et faire voter contre la division.

Nicolas Jeanson

INTERVIEW DE DEUX DIRIGEANTS DE L'UNION REGIONALE BASSE-NORMANDIE **CFDT**

«L'orientation actuelle laisse les travailleurs le dos au mur»

De nombreux syndicalistes CFDT ne veulent pas renoncer à leur rôle : donner à la classe ouvrière les moyens de s'organiser et lutter. Pour faire connaître leurs réflexions et leurs propositions, nous donnons la parole, cette semaine, à Guy Robert et Michel Gigand, membres de la direction régionale Basse-Normandie.

● **Pouvez-vous résumer les reproches que votre région fait à la direction confédérale ?**

Michel Gigand : Nous la critiquons pour quatre abandons essentiels : l'abandon des luttes au profit de la négociation à froid, l'abandon de l'unité d'action avec la CGT, l'abandon de la lutte contre les emplois précaires, l'abandon du débat à l'intérieur de la CFDT.

Guy Robert : Il s'agit, en fait, de l'abandon du projet de la CFDT : le combat contre cette société-ci pour préparer le socialisme autogestionnaire. On ne cherche plus qu'à aménager la société au lieu de chercher à la transformer. Une telle orientation découle du « recentrage » voté en 1979...

G. R. : Nous avons observé le recentrage à partir de deux points : les hors-statuts et le nucléaire. Tout d'abord, nous avons cru que sa réalité dépendrait avant tout de la pratique syndicale. En effet, nous étions satisfaits des positions de la confédération sur le nucléaire et les hors-statuts. C'est d'ailleurs à la question de la précarité qu'Edmond Maire a consacré le premier point de sa réponse aux interventions lors du congrès de Brest.

M. G. : Qu'il y ait eu à l'époque des contacts clandestins avec le CNPF pour adapter l'orientation de la CFDT, ce n'était pas évident. Nous avons jugé à partir de notre

pratique, de ce que nous sommes ici.

G. R. : On a vécu puis compris la rupture que représentait le recentrage : au travers des changements de position sur les travailleurs précaires, au travers du refus de toute perspective centrale de mobilisation, au travers du rejet de toute unité d'action avec la CGT, etc.

● **Vous avez donc constaté que le « recentrage » désarme le syndicat face au patronat.**

G. R. : Oui. Mais ce qui nous a le plus choqué, c'est que, au moment même où le conseil national votait la plateforme de 1977, la commission exécutive confédérale avait déjà décidé de choisir une autre orientation. Il a existé là un double jeu.

M. G. : Aujourd'hui, ce double jeu n'existe plus. Mais le double langage reste. Dans l'article du *Monde* du 2 novembre, le discours d'Edmond confond précarité et souplesse, « flexibilité », dans les conditions de travail ; mais les responsables confédéraux des secteurs entreprises et action revendicative négocient l'aménagement de la précarité.

● **Quel bilan faites-vous donc de cette orientation, depuis 1979 et depuis 1981 ?**

G. R. : La rupture de l'unité d'action a affaibli la CGT et

la CFDT. Les revendications ? C'est un recul sur tous les fronts.

M. G. : Bien sûr, il y a eu des avancées à la suite du 10 mai 1981 : la retraite à soixante ans, les 39 heures, etc. Mais cela apparaît un peu comme une parenthèse. Les restructurations sont liées au développement de la précarité et à une détérioration du rapport de forces.

G. R. : L'accord sur le temps de travail, rejeté en juillet 1980, a été accepté un an plus tard. Cela a traumatisé les militants. Et, si on a du mal à mobiliser pour les 35 heures, cela n'y est pas pour rien : les réductions du temps de travail se sont faites sans embauche, avec la perte d'acquis (charge de travail, travail posté, salaires...). Elles ont été une ouverture au patronat sans contrepartie pour les travailleurs.

M. G. : En fait, au lieu d'adapter le syndicat à la situation de la classe ouvrière pour combattre le système, la confédération s'adapte à la division existante pour gérer, cas par cas, des situations différentes. Cela a des conséquences sur la diminution des luttes : en remenant tout au niveau de chaque entreprise, sans viser une action d'ensemble, on s'interdit de lutter contre le chômage et la précarité. Et de même pour une augmentation importante du SMIC, etc.

G. R. : Sans lutte d'ensemble, c'est le sauve-qui-peut. Et nous savons bien qu'il faut un long travail de préparation pour qu'une action d'ensemble ait lieu. En refusant de faire ce choix, la confédération pratique une politique d'abandon et d'échec. On peut ainsi constater que la coupure en deux de la classe ouvrière est acceptée par la confédération. Avec des conséquences immédiates à l'encontre des femmes et des jeunes : peut-on vivre avec moins que le SMIC ?

● **Et votre bilan de l'action gouvernementale ?**

G. R. : Dans les boîtes, c'est très clair. Le discours le plus répandu dans l'atelier : « La droite n'aurait pas fait ça. » Et cela se combine avec : « Les syndicats auraient réagi. »

M. G. : Pour la majorité, c'est l'abstention qui l'emporte ; mais il y a aussi le risque de divers glissements vers Le Pen.

G. R. : Il existait une attente énorme. Mais les quelques avancées que signalait Michel tout à l'heure n'ont pas été marquées comme il aurait fallu. Aujourd'hui, les revendications ne sont pas satisfaites... Mais il faut voir au-delà : il n'y a pas eu de changement dans les rapports sociaux au sein des

boîtes. Souvent, c'est pire qu'avant : dans une entreprise nationalisée comme RVI, par exemple, il n'y a pas plus d'informations qu'avant ; c'est la même politique du secret ; on ne peut même pas avoir de lieux de confrontation entre direction, pouvoirs publics et syndicats sur les restructurations.

M. G. : On a eu l'occasion de s'en expliquer quand on a rencontré les secrétaires fédéraux du PS des trois départements de la région, en avril dernier. Résumons leurs réponses. Les multinationales qui licencient ? Mieux vaut laisser faire pour ne pas risquer que la multinationale ferme et abandonne le pays. Les entreprises nationalisées ? Il ne faut pas trop intervenir pour respecter leur autonomie de gestion. Les PME ? On leur donne de l'argent en espérant qu'elles en feront bon usage.

G. R. : Il est choquant que les licenciements de délégués refusés par l'inspecteur du travail soient souvent acceptés par le ministère. Et il n'a ainsi pas été décidé qu'un travailleur reconnu abusivement licencié par les prud'hommes aurait le droit de choisir personnellement entre demander sa réintégration dans l'entreprise ou d'accepter des indemnités.

M. G. : Dans la région, nous avons constaté que la répression patronale augmen-

G. R. : Le pire, en fait, c'est que la gauche a contribué à la dépolitisation. Globalement, nous constatons une déroute idéologique. Quand nous sommes réservés sur les TUC(1), on croit souvent que nous ne voulons pas nous soucier des chômeurs. Proposer des axes de lutte de classe se heurte à la confusion qui envahit la conscience des travailleurs et des militants. Et la confédération a contribué à cette confusion.

M. G. : Et les médias répètent sans cesse : « Il n'y a pas d'autre politique possible ». Un tel bilan relève d'un large débat, et au sein de la CFDT, d'une confrontation entre une minorité et les positions de la majorité confédérale.

G. R. : Nous avons contribué à faire percer ce débat. Ce n'est pas facile : on nous a pressé de toutes parts de changer de discours. Pour arrêter la discussion. Pourtant, quand j'ai adhéré à la CFDT, en 1964, le débat contradictoire était la règle. Les deux positions en présence avant le congrès de 1967 étaient défendues dans des stages de militants. Cette pratique a été étouffée par des ex-minoritaires qui, eux, au sein de la CFTC, en avaient eu l'expérience. En fait, aujourd'hui, nous voulons un tel débat démocratique.

Par exemple, tout le monde sait que nous ne sommes pas seuls à vouloir un débat sur la possibilité d'une autre politique économique. Cette discussion a eu lieu au bureau national ; elle traverse la commission exécutive confédérale... Mais il est refusé de le présenter et de l'organiser au sein de l'ensemble de la CFDT.

● **La direction confédérale, en fait, cherche à marginaliser ceux qui s'opposent à elle ; ainsi fait-elle pour le regroupement de syndicats « Pour une autre démarche syndicale » (2)...**

G. R. : Quand des syndicats sont devant un mur, le refus du débat à tous les niveaux, que vaut-il mieux ? Que des militants quittent les syndicats ? Ou que s'organisent des lieux de débat ? Nous comprenons bien cette situation. Notre région, en permettant le débat, n'est pas dans la même situation. Elle peut être un cadre de discussion. Des militants viennent d'ailleurs nous raconter ; quand des travailleurs leur posent une question au sujet d'une déclaration de la confédération, ils répondent : « Nous sommes sur les positions de la région Basse-Normandie ». Depuis la publication de notre texte, nous avons reçu des lettres ou des coups de téléphone de militants : notre prise de position les maintenait dans la CFDT.

● **Comment proposez-vous de traduire votre orientation ?**

G. R. : Les accords boîte par boîte déconsidèrent les syndicats. Cette stratégie met les travailleurs le dos au mur. On ne peut avancer que globalement, par l'action d'ensemble et en démontrant qu'on peut mener une autre politique économique. Il faut lier la lutte pour les revendications, la volonté d'une action d'ensemble unitaire — en particulier avec la CGT — à des propositions pour une autre politique.

M. G. : La nécessité de mesures de protection face au commerce international dominé par les multinationales est évidente : on ne peut pas la séparer de la lutte pour l'emploi. De même, nous voulons montrer qu'une réforme de la fiscalité, la levée du secret bancaire et une transformation des aides au patronat permettraient de réaliser une autre politique économique.

● **Cela suppose un très haut niveau de mobilisation.**

G. R. : Pour mobiliser, il faut avancer une telle démarche : pour que les

syndicats soient crédibles aux yeux des travailleurs, il faut lier les revendications à la possibilité d'une autre politique. Nous ne voulons pas faire porter ici la discussion sur les détails de telle ou telle mesure mais sur la démarche d'ensemble.

● **Comment cela peut-il se réaliser ?**

G. R. : La difficulté est là : on ne peut mettre en œuvre une telle orientation à l'échelle d'une localité. Pour cela, il faut que les choses changent dans le mouvement ouvrier et particulièrement dans la CFDT nationale.

M. G. : Nos propositions sont soumises au débat pour qu'elles soient reprises ailleurs. Et dès maintenant, il nous faut défendre ces idées dans nos tracts, dans nos explications. Nous ne devons pas abandonner le terrain idéologique au patronat et au gouvernement. Nous devons par exemple prendre position contre l'allègement des prélèvements obligatoires, en expliquant qui doit payer, en montrant comment, sinon, les plus défavorisés en font les frais.

● **Mais tout cela ne se tient qu'avec un plan de mobilisation national...**

G. R. : Oui, il faut un plan de mobilisation national. En ce sens, la campagne lancée par l'union régionale parisienne pour les 35 heures nous intéresse. Il faut prendre les moyens pour que les militants en soient convaincus et chercher à réaliser, selon des formes adaptées à la France, ce que les travailleurs de RFA ont fait pour les 35 heures.

M. G. : Cela passe aussi par des réactions quotidiennes. Par exemple, à Caen, cinq cents travailleurs ont manifesté à l'appel de la CGT, de la CFDT, et de la FEN en riposte à l'assassinat du militant CGT d'Épône. Le blocage des relations sociales est porteur de ce type de réaction patronale.

G. R. : Bien sûr, chaque chef de service ou petit patron n'a pas un fusil dans son bureau. Mais ne pas agir quand un ouvrier militant syndical est tué, c'est être dégingolés bien bas. Il fallait relier cela à l'accroissement de la répression patronale.

Propos recueillis par Pierre Rème

1. TUC : travaux d'utilité collective, en cours de lancement. Il est prévu de payer 1 700 F par mois pour 20 heures par semaine à de jeunes chômeurs.

2. Regroupement rassemblant environ deux cents syndicats, créé le 11 juin 1983.

Comment organiser les travailleurs précaires ?

Pour y arriver, il faut une transformation des structures syndicales. Nous avons fait une proposition liant trois éléments :

1. Des collectifs d'intérimaires, ou de femmes de ménage, etc. Ces collectifs différenciés sont indispensables pour que les gens se regroupent et s'expriment : ils ne le feront pas s'ils n'ont pas de structures à eux.

2. Une coordination des principaux syndicats concernés : les travailleurs

précaires doivent être suivis à un niveau multi-professionnel quand ils changent d'emploi. En fait, le problème est un peu le même que dans une boîte quand il y a une mobilité interne.

3. L'interprofessionnel a un rôle d'accueil. Une telle réforme du fonctionnement a en fait été refusée.

Qu'on ne nous dise donc pas que nous sommes des archaïques refusant de voir les problèmes nouveaux.

INFORMATIQUE

Bull en pointe des licenciements

Téléphonie le 7 novembre, informatique le 13, les travailleurs de l'électronique se succèdent dans les rues de Paris. L'industrie de pointe licencie.

« C'est la première fois que nous étions si nombreux. » Mercredi 13 novembre au matin, 1 700 travailleurs venus des différents sites du groupe Bull (25 000 salariés) manifestaient à Paris devant le siège du groupe. Un millier d'entre eux se rassemblait l'après-midi devant le ministère du Travail. « Certes, précise un militant de la CFDT, les débrayages dans les différents sites ont été limités, 15 à 20 % du personnel, mais ils ont été suivis pratiquement partout. C'est aussi une première chez Bull. » L'inter CFDT, organisation syndicale majoritaire dans le groupe, a joué un rôle moteur dans la mobilisation. Elle appelait avec la CGT et la CGC à une « journée nationale de grève et d'action ». Les trois syndicats refusent les 930 suppressions d'emplois annoncées au comité central d'entreprise le 30 octobre.

Chez Bull on est convaincu d'ailleurs que cela ne serait qu'une première charrette ». Dans les ateliers, les bureaux, une impression domine : « la politique industrielle de la direction du groupe est un vilain désordre, encore une fois on va faire paver les lampistes ». Les travaux de recherche sont plus que minimes. Une bonne partie du matériel informatique est vendue sous licence. Plusieurs modèles se concurrencent. L'entreprise n'a pas la maîtrise de tous les produits qu'elle commercialise. L'exemple de la société informatique britannique ICL est dans toutes les têtes. Elle a récemment licencié 3 000 de ses salariés pour se transformer en simple réseau de commercialisation et d'entretien.

Bull est classée première société informatique européenne en 1983. Précédent Siemens (RFA), Olivetti (Italie), avec un chiffre d'affaires de 11,63 milliards de francs. Mais les résultats du géant IBM (USA), en Europe seulement, sont dix fois plus importants. Il s'approprie à lui seul 40 % du marché européen. Difficile de faire le poids pour les concurrents ! Certains passent alliance avec un autre géant, comme vient de le faire la société Olivetti avec ATT (American Telegraph Telephone, USA).

Les suppressions d'emplois seraient-elles un remède ?

« La direction, note l'inter CFDT de Bull, a toujours été incapable de dire en quoi ces mesures sont une solution aux problèmes du groupe. » Elle compte économiser 242 millions de



francs avec ses 930 licenciements, « à titre de comparaison et d'exemple, précise la CFDT, les ventes non facturées (matériel livré aux clients et qui n'est pas payé du fait des insuffisances et erreurs reconnues par la direction) représentent 450 millions de francs : les stocks représentent plusieurs centaines de millions de frais financiers ». La comparaison tape juste. Certains insistent d'ailleurs en se demandant si le nombre de directeurs dans le groupe, cent cinquante, pas moins, n'est pas proportionnel aux frais. Il faut parfois 27 signatures, observe un militant, pour valider un investissement. » Les fusions successives qui ont abouti au groupe actuel sont parsemées de réductions d'effectifs, le nombre de directeurs se maintient !

« Ce qui est nouveau à Bull depuis 1981, lit-on dans une déclaration de la CFDT, c'est que l'actionnaire principal [Bull est nationalisé depuis 1982] s'est engagé pour les trois ans à venir sur des financements sans communes mesures avec le passé. » Reste que dans les ministères l'« autonomie de gestion des nationalisées », fait loi. Une délégation intersyndicale du groupe s'est vue confirmer que les pouvoirs publics n'avaient pas à « donner l'aval ou pas » au plan de licenciements de la direction. Celle-ci précise, pour sa part, qu'il n'y a pas grand-chose à négocier, excepté « la hiérarchie des critères à prendre en compte pour les licenciements ». Un comble !

Dans la semaine du 19 au

25 se tiennent plusieurs comités d'entreprise dans le groupe. La mobilisation des travailleurs et de leurs organisations syndicales contre tout licenciement doit se renforcer. Six mille licenciements prévus dans la téléphonie, cinq mille suppressions de postes prévisibles dans le groupe Thomson (armement, électro-ménager), 930 à Bull... Que faut-il de plus aux fédérations syndicales pour proposer une riposte sur l'ensemble de la branche électronique ?

Michel Morel



Bella Perpignan : « jusqu'au bout »

Mardi 13 novembre, le tribunal de commerce de Perpignan annonce l'arrêt de l'exploitation de l'usine. Les CRS balancent des lacrymos pendant la manifestation pacifique de protestation des travailleurs. Samedi 17 novembre, se tenait à Perpignan une grande fête de solidarité. « Qu'on ne se fasse pas d'illusion, déclare l'intersyndicale, on n'enterrera pas les Bella si facilement. Nous sommes prêts à mener la lutte jusqu'au bout. »

UAP - ASSURANCES

Les secrets d'une mobilisation

La CGT de l'UAP-Assurances collectives, livre à la réflexion de tous les salariés tous les documents qui les concernent. La mobilisation s'en ressent.

La vérité, toute la vérité. La CGT mobilise à « livres ouverts » à l'UAP-Assurances collectives (900 salariés, une des branches de la première société française d'assurance), rue Jules Lefevre à Paris. Tous les documents du comité central d'entreprise concernant les projets de restructuration du groupe sont photocopiés, remis au personnel : un exemplaire par agent. « On passe énormément de temps à faire ce travail d'information et à passer dans les bureaux, explique Jean-Pierre Viviers, secrétaire CGT du comité d'établissement, les gens sont conscients du mal qu'on se donne » Même le secret des conseils d'administration ne résiste pas à cette démocratie. Madame Chassagne, P-DG de l'UAP

— qui présente la publicité de son entreprise, elle-même sur les écrans de TV — avait remis à tous les administrateurs, représentants des salariés compris, un « programme triennal » sous le sceau du secret.

Motus et bouche cousue, la consigne est respectée, jusqu'à ce qu'un responsable CGT se coupe, devant les militants de sa fédération.

« Ils l'avaient, on l'a eu », conclut Jean-Pierre Viviers. Le document secret est passé à la photocopieuse. L'épisode démontre, au passage, la différence entre la « démocratisation du secteur public » (l'UAP est nationalisée), qui lie les représentants des salariés aux secrets patronaux, et la démocratie tout court, associant tous les travailleurs à la défense de leurs intérêts, en connaissance de cause.

Sur cette base, la mobilisation, « ça marche ». Mercredi 14 novembre, 90 % du personnel répondait à l'appel au débrayage de l'inter-syndicale CGT, CFDT, CGC, FO, SNAMAT (« indépendant »). « On n'avait jamais vu ça »

« Notre entreprise est aussi une industrie. Les restructurations partent exactement des mêmes principes, pour aboutir aux mêmes résultats » La modernisation,

informatique en pointe, supprime des postes. 2 150 sur le groupe ces huit dernières années. L'objectif de la direction de l'UAP est d'accélérer la polyvalence des salariés, d'effacer les frontières des différentes branches (Assurances collectives, vie-capitalisation, à terme incendie-accidents-risques divers...) Son but est de regrouper tous les salariés dans la Tour assurance de la Défense, ou dans les services de la compagnie décentralisés en province. Infailliblement, les licenciements déguisés ou pas pointent leur nez au cours de l'opération.

Derrière les prétextes, c'est bien une restructuration sauvage, que le conseil d'administration espérait garder secrète. Rien ne justifie le déplacement des services « Assurances collectives » qui représentent 21,7 % du chiffre d'affaires de l'UAP. D'ailleurs, ceux-ci connaissent en moyenne 15 % d'accroissement de leurs résultats annuels avec une pointe de 25,7 % entre 1982 et 1983. « Le démantèlement cumulé avec le manque de personnel — la CGT réclame 50 embauches — nous ferait même perdre un an environ sur le suivi des dossiers »

Visiblement, les travailleurs, avec la CGT n'ont pas l'intention de se laisser faire.

Ils cherchent à rassembler avec eux l'ensemble des salariés du groupe et leurs organisations syndicales dans les actions prévues pour les semaines à venir.

Michel Morel

Renault-Billancourt

Depuis le 16 novembre, la chaîne de ferrage au 12-74 et les chaînes de finition du 74 sont arrêtées à Billancourt. Les grévistes ne veulent plus d'OS au contrôle et exigent de démarrer au niveau P 1 185 ainsi que le déblocage de P 2 supplémentaires, l'ouverture vers le P 3, notamment pour les postes les plus techniques ainsi que de passer au maximum dans les coefficients.

Animées par des délégués CGT et CFDT du secteur, les délégations syndicales aux négociations avec la direction sont accompagnées des travailleurs en grève. A l'heure où nous bouclons, la direction a bloqué un certain nombre de P 1 et de P 2 pour les ouvriers du ferrage mais refusait toute concession à ceux du 74.

Les femmes intéressent les sergents-recruteurs

Hernu orchestre, à grand renfort de moyens, une campagne de féminisation des troupes. Il est en cela secondé par la dernière nommée des secrétaires d'Etat à la Défense, Edwige Avice, qui s'est déjà prononcée en faveur d'un service national pour les femmes.

En Suisse, depuis les années soixante-dix, la droite avance le projet d'intégrer les femmes dans la « défense civile » ainsi que dans « la défense globale ». L'« Alliance des sociétés féminines suisses » propose en collaboration avec le gouvernement fédéral, le mot d'ordre de « servir le pays et apprendre mille nouvelles choses ! ».

En République fédérale allemande, la présentation d'une loi pour l'enrôlement des femmes dans la Bundeswehr avait provoqué une initiative de 40 000 femmes contre ce projet scélérat. Aux Etats-Unis enfin, où la conscription a été abolie en 1973 sous la pression du mouvement d'opposition à l'engagement américain en Indochine, Carter concocta dès 1980 un projet de loi sur le « draft » (le recensement obligatoire) des hommes et des femmes. Le seul « draft » de la population masculine avait été jugé inconstitutionnel en 1971 parce qu'il contredisait le principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Touchante sollicitude pour reconnaître « l'égalité de la femme dans ses droits comme ses devoirs ». Derrière les discours hypocrites se dessine en fait une nouvelle phase de l'offensive de militarisation impérialiste.

Celle-ci a débuté au moment où l'OTAN annonçait l'implantation en Europe des nouveaux missiles US. Féminiser les armées, telle est la volonté commune des états-majors de l'OTAN, aujourd'hui. Ces messieurs prennent en effet au sérieux les très nombreuses militantes pacifistes impliquées dans les mobilisations européennes contre les missiles.

Derrière les discours hypocrites

Hernu, quant à lui, rationalise et dégraisse les effectifs de l'armée de terre : mieux utiliser les hommes formés et les soulager des tâches de gestion, donc distinguer entre fonctions guerrières réservées aux jeunes engagés et aux appelés volontaires service long et celles plus administratives ou d'intendance qui échoueraient aux appelés traditionnels. On imagine bien comment le recrutement des femmes dans ces conditions pourrait compléter cette répartition des tâches.

C'est ce qui était platement avancé par le projet de conscription pour les femmes en RFA avant que le gouvernement ne renonce provisoirement à cette perspective, lui préférant pour l'heure l'allongement du temps de service de 12 à 18 mois pour les hommes. Ce projet prévoyait en outre une intégration complète de celles qui occupaient des postes civils de secrétariat et travaillaient déjà pour l'armée.

Les bourgeois licencient les femmes ou ne leur offrent que les situations précaires du temps partiel, des travaux d'intérim et pourtant les armées les accueillent à bras ouverts.

Des chiffres d'engagées volontaires aux Etats-Unis et en France, on peut déduire l'existence d'une poche significative de chômage camouflée ainsi, 47 000 en France, 195 000 aux Etats-Unis. Le gouvernement suisse avait déjà mis en place un « service complémentaire féminin » (SCF) : « Libérer un soldat pour le front » disaient-ils. Ce partage des tâches est désormais remis au goût du jour dans plusieurs pays.

Mais les chiffres sont plus significatifs chargés de leur dimension politique.

Certes, de nombreuses femmes pacifistes refusent consciemment le processus de militarisation mais d'autres jeunes femmes moins conscientes veulent échapper aux retombées de la crise économique, du chômage, à l'insécurité sociale voire affective qu'elle engendre et se laissent alors entraîner par le discours séducteur du militarisme. L'armée propose des formations techniques, des activités sportives ; ce sont aussi les militaires qui proposent des jeux d'escalade aux loulous de banlieue dans les super-marchés.

Ainsi, la hiérarchie militaire qui doit déjà compter avec des mouvements de soldats devra immanquablement compter avec les femmes engagées et demain sans doute appelées, qui auront découvert le vrai visage de l'institution. Leur ouvrir les yeux doit devenir un enjeu pour le mouvement pacifiste.

Sur le dos des femmes

L'argumentation des généraux et son apparente cohérence a provoqué des débats au sein de mouvements féministes et pa-

cifistes. Comment concilier le féminisme, la lutte pour l'égalité entre hommes et femmes avec le refus de militarisation des sociétés ? Certaines liant la non-violence à leur « nature » de femmes rejettent l'alternative mêmes droits-mêmes devoirs, elles expliquent que la guerre est « le fait masculin par excellence ». D'autres accusent les pacifistes de conforter l'image de la femme passive entretenue par le patriarcat et veulent s'investir dans toutes les institutions et donc dans l'armée. La palette est variée entre ces deux démarches. Ces débats sont importants et doivent permettre de définir une orientation pour constituer un front de résistance unifié à l'offensive militariste.

En République fédérale allemande, de nombreuses pacifistes ont manifesté contre le projet de conscription féminine. Elles dénoncent la situation qui est faite aux femmes dans le civil. Il ne suffit pas en effet d'accéder au droit de vote pour jouir de l'égalité. L'austérité et le chômage renvoient les femmes au foyer, limitent les équipements sociaux et aggravent encore leur statut inégalitaire. Elles dénoncent la situation qui serait faite aux femmes recrutées massivement dans l'armée : ou la division sexuelle des tâches serait reproduite ; ou l'idéologie en vogue est un concentré de phalocratie imbécile et de mépris à l'égard des femmes. Elles refusent le piège tendu par les états-majors impérialistes parce qu'elles ont compris que la lutte pour l'égalité passe aussi par la lutte contre les menaces de guerre nucléaire notamment contre les crédits militaires.

D'évidence, c'est de ce côté là qu'il faut chercher une réponse de masse à l'offensive de militarisation conduite contre les femmes par la plupart des gouvernements occidentaux.

Nadine Samir



Un instrument précieux

● « L'Etat du monde 1984 ». Editions La Découverte 98 francs.

Pour la quatrième année consécutive, les éditions La Découverte (anciennement Maspero) viennent de publier leur *Etat du monde 1984*. D'un accès particulièrement aisé, cet « *annuaire économique et géopolitique mondial* » constitue un instrument de travail pour ceux qui veulent en savoir plus sur les grands traits de la politique internationale et un outil de référence pour le militant confronté aux besoins de son activité quotidienne.

Chacun y trouvera ce dont il a besoin. En premier lieu, cent-vingt articles de fond traitent des principales questions stratégiques du moment, des grandes lignes de tendance de l'activité mondiale ou des principaux problèmes économiques que la plupart des Etats connaissent (endettement, chômage, problèmes monétaires, etc.) Ce petit manuel de six cents pages analyse, en outre, la situation dans trente-quatre grands Etats et dans trente-trois ensembles géopolitiques. Le tout est assorti d'un appareil statistique très complet, d'une cartographie fort bien faite et d'un recensement de plus de 1 400 adresses utiles (centres de documentation, bibliothèques, organismes internationaux, périodiques, etc.)

Certes, les conclusions ou la tonalité de tel ou tel article peuvent être critiqués. Il n'en reste pas moins que l'ampleur des informations regroupées comme l'abondance de la documentation utilisée, font de *l'Etat du monde* un achat indispensable. Cette année comme les précédentes.

Christian Picquet

Les non-dits de l'histoire

● « Mourir pour la patrie », d'E.-H. Kantorowicz. PUF, 68 francs.

Les textes d'E.-H. Kantorowicz sont de parfaits décapants pour les idées toutes faites. Les vérités d'Evangile, qui ne supportent pas la moindre remise en cause, *Mourir pour la patrie* ou les *Mystères de l'Etat* par exemple, sont disséquées sans égard dans le livre qui vient de paraître aux Presses universitaires de France (Collection pratique théorique, dirigée par E. Balibar et D. Lecourt.)

L'auteur spécialiste du droit médiéval, éclaire les cheminements compliqués et contradictoires, des grands traits de l'idéologie dominante aujourd'hui, à travers les idées forces de l'antiquité et du Moyen Age. Citations, exemples, notes à profusion, interrogent le lecteur, l'informent — c'est tout à fait utile — et l'invitent à la réflexion pour intégrer ces faits à sa vision de l'évolution du monde, et des systèmes qui précéderent le nôtre.

Intellectuel tenace, Kantorowicz dérange. Juif, il fut exilé d'Allemagne sous le III^e Reich tout en étant contraint de supporter l'admiration d'Hitler pour un de ses ouvrages *Frédéric II* (!) Réfugié aux USA, il démissionna de l'université de Berkeley, en s'élevant fermement contre les ravages du maccarthysme.

Le Moyen Age et ses mythes reste un des chapitres favoris des non-dits de l'histoire officielle. Le livre de Kantorowicz nous permet d'en comprendre en partie les causes.

M. M

librairie diffusion
LA BRECHE

Heures d'ouverture
lundi: de 14h à 20h
de mardi à samedi:
de 12h à 20h

9, rue de Tunis 75011 PARIS Tél: 367 63 57

Lutte ouvrière et la nouvelle « stratégie » du PCF

Lutte ouvrière publiait le 27 octobre, dans son hebdomadaire, un article de deux pages intitulé « les révolutionnaires confrontés à la nouvelle stratégie du PCF. » Signé Roger Girardot, son importance était confirmée non seulement par la présence peu coutumière d'un texte d'orientation de fond dans le journal, mais aussi par les discussions qui s'ensuivirent avec les militants de *Lutte ouvrière*.

L'analyse de *Lutte ouvrière* est la suivante. Le PCF veut recouvrer la place qui lui revient dans l'union de la gauche, auprès du PS. Il va démontrer à Mitterrand que le poids qui lui a été refusé au gouvernement, « il saurait l'avoir, à l'extérieur, à la tête des luttes des travailleurs ». La rupture de la coalition gouvernementale est à inscrire au compte du PS, donc.

Le PCF va déclencher des luttes. Son poids ouvrier lui permet de le faire. C'est « un pari pas facile », parce que la classe ouvrière est démoralisée. Pour la remobiliser, le PCF et la CGT peuvent aller « très loin sur le terrain des luttes, y compris, à l'extrême, pourquoi pas, préparer une grève générale interprofessionnelle illimitée ». Consciente que « les dirigeants du PC et de la CGT ne sont pas devenus révolutionnaires », LO indique qu'ils jouent sur du velours, puisque « la classe ouvrière n'est pas dans une situation morale et matérielle où elle pourrait facilement prendre confiance dans la force dont elle dispose ». Donc le PCF et la CGT ne vont pas « se trouver brutalement confrontés à un mouvement qui puisse les déborder et dont ils pourraient perdre le contrôle ».

Il faut dès lors s'attendre à des mouvements « dont leurs militants seront le fer de lance, au lieu d'être à la traîne comme ils ont pu l'être pendant les trois dernières années ».

La conclusion essentielle d'une telle analyse est donnée par l'auteur de l'article : « En fait, les intérêts de la direction du PC et ceux des travailleurs ne sont pas obligatoirement contradictoires : tout dépend du niveau des luttes. » Ainsi la conclusion des articles de la revue mensuelle *Lutte de classes* se retrouve ici : les révolutionnaires, les travailleurs, ont tout à gagner aux luttes déclenchées par le PCF et la CGT qui « peuvent à la fois redonner le moral à la classe ouvrière et à la majorité de leurs militants dans les entreprises ».

Donc un PCF qui possède une base ouvrière substantielle, et qui se donnerait pour but de remobiliser la classe ouvrière, ce serait tout bénéfique pour les travailleurs et les militants ouvriers révolutionnaires.

Les conséquences pratiques d'une telle analyse

La première conséquence d'une telle analyse est de relativiser l'orientation qui donnait la priorité absolue aux comités de grève. Pour LO, une grève n'était significative que si un « organisme exécutif autonome » naissait dans le cours de l'action. Cette fois, dans l'article de l'hebdomadaire, les comités de grève sont présentés comme un objectif particulièrement difficile à atteindre : « Mais cela ne se fait pas tout seul. Les travailleurs n'ont pas le temps d'ap-

prendre au cours même des luttes comment il faut faire. On l'a vu à Talbot... »

Lutte ouvrière reconnaît désormais l'importance de luttes animées par ces dirigeants syndicaux CGT, « fers de lance » de la remobilisation.

La pratique militante doit s'y adapter. Au lieu de s'accrocher systématiquement à la création de comités de grève, il faut aider les militants PC et CGT « auxquels leur direction n'a pas encore réussi à insuffler confiance et dynamisme, à prendre le tournant décrit plus haut. »

Il faut se rendre compte que « le seul moyen de contester au PC la direction des luttes à venir, c'était de prendre les devants, là où les militants du PC n'avaient pas pris le virage ».

Ainsi pour le 25 octobre, « il ne s'agit pas de critiquer les limites de mouvements tels que celui du 25 octobre, si l'on ne prend pas soi-même l'offensive, avant même que les militants locaux de la CGT et du PC aient réagi parce qu'ils ne sont pas encore convaincus d'entrer en lutte ».

Cette orientation revient à précéder le virage du PC vers les luttes, à l'aider dans cette tâche, tant elle est profitable pour la masse des travailleurs combattifs et des militants ouvriers. La seule mise en garde revient à indiquer aux militants de LO qu'ils pourraient être l'objet d'une répression féroce, car ils concurrenceront le PC sur son propre terrain.

Un contresens

Le PCF se dote d'une orientation qui évacue tout débouché politique central aux luttes ouvrières. Son orientation revient à se réfugier sur le terrain revendicatif syndical, pour éviter de tirer le bilan de son passage au gouvernement, pour esquiver un débat stratégique, notamment à l'occasion de son congrès national de février 1985. LO se trompe quand elle présente « la nouvelle stratégie du PCF » comme celle des luttes allant jusqu'à la grève générale.

Les exemples pris par Roger Girardot pour illustrer ce qu'il croit être la ligne du PCF, sont bien malheureusement choisis. S'agissant de fonctionnaires, « il est vraisemblable que l'offensive du PC et de la CGT va se poursuivre, en s'appuyant sur cette grève du 25 octobre », explique Girardot. C'était faire peu de cas de l'expérience des travailleurs de la fonction publique et du secteur nationalisé, dont la réaction à la veille du 25 octobre était motivée par ce qu'ils avaient subi quelques mois auparavant, en l'occurrence deux journées du même type, 16 février et 8 mars, sans lendemain. Ne pas avoir une position critique à la veille du 25, faire semblant de croire ou croire vraiment que le 25 octobre allait être un tremplin pour le PC et la CGT, c'était — la vie s'est chargée de le démontrer — se fourvoyer en raison même de l'erreur d'analyse précédente.

Un même contresens dans l'interprétation de la grève de Renault est donné



par l'article. Cette grève, réellement à l'initiative de la CGT, mobilisant ses militants pour ce faire, démontre bien jusqu'où se refuse d'aller l'organisation syndicale.

A Renault non plus

Si, au même moment, des milliers d'ouvriers de la Régie étaient en grève, la CGT s'est bien gardée de favoriser la moindre coordination de l'action. Elle a même innové en ouvrant un type de négociations entre le P-DG et... la direction nationale de la fédération de la métallurgie CGT.

Pour mieux cerner encore la tactique de la CGT et du PC, il faut préciser que les journées d'action proposées pour les fonctionnaires et les métallos, courant décembre, sont soigneusement déconnectées des luttes réelles, afin qu'elles ne servent pas à renforcer leur dynamique. Et faut-il indiquer qu'après le 25 octobre, nulle suite n'a été donnée malgré une journée aux résultats inégaux mais comparables à ceux du 8 mars, dont le bilan n'est pas un succès mais pas un échec non plus.

Ainsi PC et CGT ont l'objectif commun de se regonfler, de se donner pour combattifs, au moment où FO se replie sur elle-même, au moment où la CFDT achève une dérive droitiste intégrale. L'œil rivé sur les résultats aux élections professionnelles, la CGT se garde bien de concrétiser la formule lancée par Henri Krasucki à Bordeaux le 5 septembre : « Deux millions de travailleurs dans la rue, pourquoi pas ? »

Ce qu'elle demande à ses cadres syndicaux d'entreprises, c'est de pratiquer une synthèse impossible entre propositions industrielles, tentatives d'incursion dans la gestion patronale et revendications.

Les militants ouvriers peuvent se retrouver au coude à coude avec ceux du PC et de la CGT pour assurer les tâches

élémentaires de mobilisation dans l'atelier ou le service.

C'est précisément à ce moment que la question centrale, celle de l'organisation démocratique de l'action se pose. Parce que la direction CGT va tout faire pour limiter l'action, tout ce qui va dans le sens de la coordination entre entreprises du même groupe, doit être mis en place.

Dès lors, l'importance des assemblées générales quotidiennes, des comités de grève pour lutter contre les pratiques manipulatoires de la CGT, contre les négociations de sommet à bureau fermé prennent non pas moins mais plus d'importance.

Dans le syndicat CGT, beaucoup de militants PC viendront exprimer leur déception quant à l'orientation d'un PCF qui, hors du gouvernement, ne déclenche pas les luttes à la hauteur des enjeux. Dès lors, la nécessité de construire un syndicalisme CGT actif, combatif, unitaire et démocratique est plus que jamais urgente.

La conséquence pour la LCR

Plus que jamais, dans une situation où tout devient rapidement politique, à commencer par les revendications et les luttes ouvrières, les militants révolutionnaires doivent indiquer vers où doit aller le mouvement des luttes, à savoir vers l'affrontement avec la politique du gouvernement.

Cela revient à s'opposer à l'orientation du PCF, qui revient sur le terrain revendicatif parce qu'il n'a plus de perspective politique.

C'est dans le débat fructueux entre militants ouvriers LCR et LO, c'est dans l'expérience commune des luttes, c'est dans l'action pratique unitaire de LO et de la LCR, que ces débats se clarifieront.

Jean Lantier

YUGOSLAVIE

Le procès des accusateurs

« Nous avons fait notre travail d'intellectuels et nous avons utilisé des droits reconnus. En nous mettant au banc des accusés, c'est vous qui êtes en train de remettre en cause notre Constitution », ainsi s'exprime Milan Nikolic, un des six accusés du procès qui s'est ouvert à Belgrade le 5 novembre.

Cette nouvelle vague de répression surgit dans une période de crise ouverte des institutions de l'Etat et du parti, confrontées aux protestations très nombreuses de l'opinion contre ce procès. Les associations de philosophes et de sociologues de Croatie, de Slovénie, de Serbie, et plusieurs dizaines d'intellectuels yougoslaves de renom ont exprimé leur solidarité avec les accusés.

Cojko Nikolic, général en retraite, vétérinaire d'Espagne, a adressé une lettre de démission au parti qu'il avait rejoint il y a cinquante ans. L'assemblée générale des anciens d'Espagne a, quant à elle, demandé la convocation urgente d'un congrès extraordinaire de la LCY où seraient nominalement désignés les responsables des erreurs politiques et économiques.

Une seule chose est en fait reproché aux six inculpés du procès de Belgrade, leur participation aux réunions de « l'université libre » dont Vlado Mijanovic est considéré comme le principal organisateur. Après le renvoi de plusieurs enseignants, l'arrêt de la publication de la revue *Praxis*, ces réunions fort nombreuses ont joué un rôle essentiel. Milan Nikolic, rejetant l'acte d'accusation, a souligné leur caractère public et le fait que la police en a eu pendant des années connaissance sans intervenir.

Miodrag Milic se défend quant à lui en expliquant : « J'ai affirmé que mon point de départ est "le Manifeste communiste" en tant que source du socialisme émancipateur. Mais il semble, selon l'accusation, que Marx lui-même est considéré ici comme un contre-révolutionnaire. »

Le procès est aujourd'hui suspendu pour permettre l'instruction de nouvelles charges notamment contre Nikolic qui se voit accusé d'être l'auteur d'un texte soutenant le droit des Albanais du Kosovo à former une république autonome au sein de la fédération yougoslave. Selon ses avocats, ce texte n'est pas de lui, mais le serait-il, son contenu n'a rien de criminel.

De multiples violations des droits de la défense et des libertés ont en outre émaillé la procédure et la première phase du procès. Pourtant rien n'est venu entamer la détermination des inculpés. En France, la FEN, le SNESUP et de nombreux intellectuels ont pris la défense des six. Le soutien doit s'élargir encore en prévision de la seconde phase du procès prévu pour début décembre.

Catherine Verla



LA NOUVELLE DONNE DES ELECTIONS AMERICAINES (2)

Les démocrates à l'épreuve de la crise

Devant leur défaite, les dirigeants démocrates ne reconnaissent que timidement les symptômes de la maladie. Mais une crise plus profonde traverse le Parti démocrate : le manque de perspective qui puisse unifier la diaspora démocrate.

L'électorat traditionnel démocrate s'est effiloché (1). Mais le parti de Walter Mondale était déjà mal en point avant les élections. Sa défaite a renforcé la maladie. Les responsables démocrates l'expliquent par la division intense, l'âpreté des débats qui ont caractérisé la désignation du candidat officiel. Pas moins de huit démocrates s'étaient proposés à l'investiture. Trois sont, en fait, restés en lice jusqu'à la convention de juillet à San Francisco. Autre élément d'explication : la reprise économique qui est apparue comme l'œuvre du candidat républicain : Ronald Reagan. Mais aucun de ces faits ne rend compte pleinement de l'actuel malaise qui traverse le parti.

La fin du consensus du New-Deal

Le Parti démocrate a connu son apogée sous John F. Kennedy. Construit sur un consensus forgé à l'époque du New-Deal de Roosevelt (2), il regroupait depuis des hommes d'affaires de premier plan, les patrons des multinationales, qui occupaient une place sans commune mesure avec leur nombre et les responsables syndicaux de l'AFL-CIO. Les uns prônaient le libre-échange (3) ; les autres poussaient à une augmenta-

tion, sans cesse plus importante, des programmes sociaux d'aide aux plus défavorisés. Le tout arrivait à un compromis boiteux pour les travailleurs et à des promesses électorales souvent oubliées.

Tant que l'expansion économique assurait des événements suffisants, le programme politique de cette coalition était presque irrésistible. Les multinationales obtinrent alors la libération des échanges et un allègement de la fiscalité ; elles furent les premières à bénéficier de l'essor des dépenses militaires et du budget consacré à l'aide aux pays en voie de développement. Et le gouvernement fédéral contribua par des subventions directes à la mobilisation des communautés, des minorités et des pauvres. Les dépenses sociales augmentèrent à un rythme accéléré.

Mais la crise économique et la perte de vitesse de l'impérialisme américain vint dérégler cet appareil au fonctionnement régulier. La guerre du Vietnam ouvrit une brèche dans l'idéologie dominante. Et le marasme économique ne permettait plus les dépenses que demandaient les programmes sociaux. Cela contribua à un relatif déclin de la puissance industrielle et à un important déphasage po-

litique dans la société américaine. Une enquête d'opinion réalisée en 1975 sur un échantillon représentatif de l'ensemble des Américains provoqua une véritable commotion dans la presse : à la question « *Croyez-vous à l'avenir des Etats-Unis ?* », 72 % des Américains répondirent par l'affirmative, mais quand on posa aux mêmes personnes la question « *Croyez-vous à l'avenir de notre système économique, c'est-à-dire le capitalisme de libre entreprise ?* », seulement 42 % exprimèrent la même confiance.

Une telle situation amena la bourgeoisie américaine à réagir d'urgence. Elle organisa une importante contre-offensive idéologique pour rétablir les vieilles vertus de la libre entreprise. Sous l'impact de la crise économique, de la concurrence internationale et de l'effondrement du système monétaire international, elle devait aussi remodeler sa stratégie économique. Pour restaurer ses profits, elle instaura une politique d'austérité et engagea les Etats-Unis sur la voie du réarmement pour relancer l'économie et garantir la suprématie des Etats-Unis.

L'unité des républicains

Profondément divisé depuis des années entre une majorité conservatrice nationaliste, souvent protectionniste, et un nombre de plus en plus restreint de « républicains Rockefeller » libéraux et internationalistes (qui ont souvent fini par soutenir les démocrates après avoir échoué dans leurs propres élections

primaires), le Parti républicain disposait ainsi d'une nouvelle base pour forger son unité.

Bien que les problèmes commerciaux et monétaires aient continué à les diviser (comme ils ont divisé l'administration Reagan), les hommes d'affaires des multinationales, favorables au réarmement, trouvèrent dans le Parti républicain un foyer. Sous la direction de George Shultz et Caspar Weinberger, deux hommes d'affaires internationaux de premier plan qui firent sensation en 1980 en apparaissant parmi les principaux conseillers du candidat Reagan, les multinationales glissèrent à droite. La puissante coalition formée derrière Reagan ne laissait qu'une poignée de représentants de premier plan dans le camp démocrate.

Pourtant, le Parti démocrate englué dans une division intense, choisit comme candidat Walter Mondale qui représentait au mieux le vieux compromis démocrate. Mais celui-ci ne correspond plus aux choix du grand capital, la crise rendant pour eux impossible le programme démocrate. Devant la puissance de ces patrons, le résultat démocrate risquait fort d'être l'échec. Il l'a été.

Alain Gwen

1. Cf. Le premier article de cette série, « La débandade des démocrates », la semaine dernière.

2. Le New-Deal fut la politique économique que mit en place Roosevelt pour tenter de répondre à la crise de 1929.

3. Le libre-échange est une politique des échanges extérieurs caractérisés par la libre circulation des marchandises entre les pays.

● Prochain article : les perspectives du Parti démocrate.

PAR ALAIN KRIVINE

Trois questions sur le Nicaragua

1. Que cherche l'impérialisme ?

Pour comprendre la situation au Nicaragua, les mesures prises par le gouvernement et le fonctionnement des organisations révolutionnaires, il faut aujourd'hui partir d'un constat qui domine tout : ce pays est en guerre. Les frontières sont menacées en permanence par les troupes américaines. La moindre provocation peut déclencher une intervention ou au minimum des bombardements. A l'intérieur dix mille hommes super-armés, les « contras », arrivent à créer dans tout le pays un climat d'insécurité qui mobilise en permanence la vigilance des trois quarts de la population. De ce fait, la direction du FSLN a été obligée de réorienter toute sa politique vers un seul but : assurer l'auto-défense de la révolution.

Tous les plans économiques et les projets visant à fonder un pouvoir populaire sont hypothéqués par cette préoccupation centrale. « La sauvegarde de la révolution passe avant la récolte du café », déclarait récemment le commandant Wheelok, aux vingt mille lycéens prêts à partir pour cette campagne.

Plus qu'une intervention militaire, toujours possible, l'impérialisme s'efforce d'asphyxier économiquement le pays et compte, à terme, s'appuyer sur un courant de découragement et de mécontentement dû aux difficultés énormes de ravitaillement en nourriture et biens de consommation.

Pour le moment on assiste plutôt au résultat inverse. Face aux menaces, le Front a été capable de mobiliser, autour de lui, la totalité de la jeunesse, une grande partie de la paysannerie et une fraction de la bourgeoisie dite « patriote ». Ce résultat n'a été acquis que grâce à l'autorité et la popularité toujours intacte du Front.

2. Quels sont les rapports entre la direction sandiniste et le peuple nicaraguayen ?

On est en effet frappé par le lien qui unit le FSLN, ses organisations de masse et la population. Pour la grande masse des gens, c'est leur révolution qu'ils défendent et leur gouvernement. Il s'agit d'une adhésion politique qui n'a rien d'inconditionnelle à une direction collective qui évite toute personnalisation. Malgré l'élection d'un président de la République aucun nom particulier n'émerge lorsqu'on pose la question : qui dirige ce pays ? Tous les commandants sont cités avec leur popularité propre. Par contre la population ne se gêne aucunement pour critiquer publiquement ce qui ne va pas.

On se plaint souvent de la prolifération de la paperasserie, des petits bureaucrates incompétents qui exercent leur talent à coup de tampons. « Quand il y a un nouveau problème à résoudre, on commence d'abord par créer un ministère », nous expliquait avec ironie un dirigeant de la Jeunesse sandiniste. Si des privilèges de fonction existent bien évidemment, il faut noter que tous les dirigeants doivent faire des périodes de front de guerre, la mort au combat du ministre des Télécommunications en témoigne. L'existence d'un réel pluralisme politique, la liberté totale d'expression, l'éducation et l'armement du peuple sont aujourd'hui des garanties essentielles de démocratie, assez exceptionnelles surtout dans un pays en guerre. Le goulag existe à Moscou mais certainement pas à Managua. « C'est parce que vous nous faites des critiques que vous êtes sandinistes », s'écriait

Daniel Ortega lors du meeting de clôture des élections.

Cependant il est évident que l'actuelle mobilisation pour la défense crée des obstacles pour l'affirmation du pouvoir populaire. Pour le moment toutes les décisions sont prises par le FSLN et personne ne conteste ce rôle. Conçu comme « un parti d'avant-garde pour les travailleurs », le Front sélectionne volontairement les personnes recrutées. On passe par trois stades avant d'être militant à part entière. Ainsi le FSLN ne regroupe guère plus de douze mille militants mais tous dévoués corps et âme à la révolution et prêts à répondre à n'importe quelle tâche.

La Jeunesse sandiniste, quant à elle, est le fer de lance de la révolution. La moitié de la population n'a pas vingt ans. Toutes les mobilisations militaires et économiques passent par la Jeunesse sandiniste qui regroupe cinquante-six mille militants et peut mobiliser sans problème trois cent mille jeunes. Implantée essentiellement dans la jeunesse scolarisée, elle commence localement un début d'organisation des jeunes paysans. Environ 30 % de sa direction est membre du FSLN. Et il ne s'agit pas d'une simple courroie de transmission. Récemment 90 000 signatures récoltées par la Jeunesse sandiniste ont imposé le droit de vote à seize ans. Aujourd'hui des débats ont lieu sur le rôle des notations à l'école. Beaucoup de jeunes se portent volontaires pour aller au combat et se plaignent d'être désavantagés, quand ils rentrent, par rapport aux résultats scolaires de ceux qui sont restés. Les débats se règlent généralement à l'amiable avec le FSLN qui vient du reste d'étaler un nouveau slogan à Managua : « Avec le Front construisons le socialisme. »

3. Quel rôle jouent les organisations de masse ?

La grande organisation de masse, capable de mobiliser la population, ce sont les Comités de défense sandinistes. Ils regroupent cinq cent mille membres environ, organisés dans neuf mille comités. Structurés par des collectifs généralement élus, mais pas toujours, au niveau du quartier, de la zone et de la région, ils prennent en charge tous les aspects de la vie quotidienne

(recensement, distribution des cartes d'alimentation, école, santé, etc.).

Enfin, ils organisent avec une efficacité redoutable la défense populaire. Ils recrutent pour la milice, creusent des tranchées, des abris, organisent les équipes de secouristes ou de déblaiement en cas de bombardement et mettent sur pied les équipes de vigilance qui patrouillent toutes les nuits dans les quartiers. La participation régulière aux réunions dépend de la situation politique et de la nature sociale du quartier.

Les CDS, qui envisagent maintenant la tenue d'un congrès national, agissent sur le plan politique plus comme une force de pression que comme un organe de pouvoir. Des discussions sont en cours pour savoir le rôle qu'aura le « pouvoir populaire » dans la nouvelle Constitution. Mais dès à présent ils jouissent d'une certaine autonomie et n'hésitent pas par exemple à critiquer publiquement l'ouverture de super-marchés, vendant à des prix libres, donc exorbitants, des produits d'habitude en circulation au marché noir.

Il faudrait aussi citer l'organisation des femmes (l'AMNLAE) et ses 67 000 membres qui joue un rôle décisif dans la défense à travers les milices et dans les tâches économiques, où les femmes remplacent souvent les hommes partis au front. Elles aussi ont mené des batailles pour imposer le

Grand meeting de soutien au Nicaragua libre

Mercredi 12 décembre, à 20 h
Mutualité

Avec Alain Krivine, de retour du Nicaragua, un représentant de l'ambassade du Nicaragua, un représentant du FDR-FMLN du Salvador, Jean Ziegler, universitaire suisse et membre du bureau de l'Internationale socialiste, Dorothea Piermont, député européen membre des Verts ouest-allemands.

service militaire mixte ou une protection financière pour les nombreuses mères de famille abandonnées par leur mari.

Enfin sur le plan syndical beaucoup reste à faire. La division est grande avec une série de syndicats plus ou moins liés aux partis politiques. Et la CST, elle-même, a du mal à regrouper en son sein tous les syndicats sandinistes encore autonomes. Elle regroupe 113 000 syndiqués, essentiellement dans le secteur industriel mais l'ATC regroupe 65 000 paysans ; le secteur public a lui 55 000 syndiqués. Le droit de grève existe, une quinzaine ont eu lieu en septembre. Mais les dirigeants expliquent que c'est souvent la droite qui pousse : « Certaines revendications sont abstraitement justes mais l'état de la situation ne permet pas de les satisfaire et alors il faut expliquer que la grève se retourne contre la révolution. » Cependant lors de la dernière grève dans une brasserie, la CST a soutenu le conflit. Et dans le secteur privé certains patrons jouent la provocation.

Encerclée, asphyxiée, agressée, calomniée, la révolution nicaraguayenne est un ballon d'oxygène pour tous les révolutionnaires du monde entier et une épreuve de force face à l'impérialisme. Il dépend en particulier de nous que cette expérience, aujourd'hui unique, se poursuive, l'enjeu est considérable. Organiser la solidarité est une tâche politique prioritaire.

Alain Krivine

5 000 personnes ont manifesté, le 20 novembre, devant l'ambassade des Etats-Unis à Paris, à l'appel des comités de solidarité avec l'Amérique centrale, de France-Amérique latine, des comités latino-américains et de nombreuses organisations humanitaires. La manifestation était soutenue par la CGT, l'UNEF-ID, le PS, le MRG, le PCF, le MJCF, la LCR, les JCR, la FGA, le PCML, l'UTCL et le PCI.

